

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

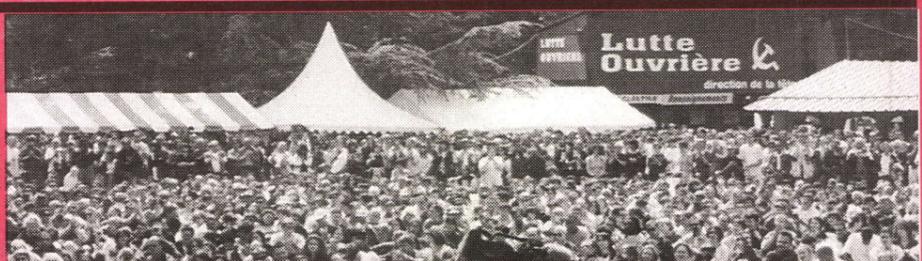
Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1714 - 18 mai 2001 - prix : 9F

**Faisons du 22 mai  
et du 9 juin**

**UNE RIPOSTE  
GÉNÉRALE DES  
TRAVAILLEURS  
A L'OFFENSIVE  
PATRONALE**

**TOUS À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE**

**2, 3 et 4 juin  
à Presles  
(Val-d'Oise)**



(pages 8 et 9)



# SOMMAIRE

## Leur société

- 4 - L'Assemblée vote le PARE
- Multiplication des SMICS

## Politiciens

- 5 - Le rendez-vous du PS à la Bastille
- L'affaire Yveton et Mitterrand
- Le PCF et les événements de Sétif en 1945

## PCF

- 6 - Les interrogations de Robert Hue

## Tribune

- 6 - Interdiction des licenciements: la mobilisation doit s'amplifier

## Europe

- 7 - La session de mai au Parlement européen

## Fête

- 8/9 - Le programme de la Fête de Lutte Ouvrière des 2, 3, et 4 juin

## Dans le monde

- 10 - La victoire de Berlusconi en Italie
- 11 - Espagne: les élections au Parlement basque
- 16 - Belgique: les partis face au Vlaams Blok
- Solidarité avec les prisonniers politiques turcs
- Les USA se moquent bien des droits de l'Homme

## Dans les entreprises

- 7 - France Cotillon (Colmar/Haut-Rhin)
- 12 - Péchiney (Marignac/Haute-Garonne): la lutte contre les licenciements
- Hôpital de Grenoble
- SNCF Paris-Nord
- Fauquereuil (Pas-de-Calais)
- 13 - Thomson (Toulouse): licenciements et suppressions d'emplois

## Dans la presse

- 14 - Un zombie du trotskysme

## Livre/films

- 15 - *Massacres coloniaux 1944-1950*, un livre de Yves Benot
- *Little Sénégal*, un film de Rachid Bouchareb



# Pour interdire les licenciements, UNE SEULE MESURE EFFICACE: LA RÉQUISITION

**Le 22 mai, les amendements au projet de loi concernant la modernisation sociale seront discutés à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de cette loi fourre-tout, des mesures ont été incluses au dernier moment, qui viseraient à limiter les plans sociaux.**

Mais toutes ces mesures, proposées par le Parti Socialiste, sont insignifiantes et se réduisent à un simple encadrement des plans sociaux, à une légère augmentation de leur coût pour les patrons, en fait à «un gobelet avec lequel on veut éteindre un incendie de forêt» disait un dirigeant de la CGT. Danone, par exemple, s'est vanté de proposer, en indemnité, aux licenciés, bien plus que ce que cette future loi est censée prévoir. C'est peu dire qu'elle serait indolore pour les patrons, qui auraient, d'ailleurs, toujours le droit de déduire de leurs impôts les «dépenses passives» comme ils disent des plans sociaux, indemnités de licenciement et pré-retraites. Le contribuable, et non l'actionnaire, paiera!

Le renchérissement du coût des licenciements sous prétexte de dissuader le patronat de supprimer des emplois est illusoire, puisque de toute façon des subventions des pouvoirs publics viendront le compenser. Ne vient-on pas de voir les dirigeants socialistes du Conseil Régional d'Ile-de-France décider de maintenir une subvention de 10 millions de francs à Danone pour construire un centre de recherche sur le plateau de Saclay? Et si Jospin annonce un «Plan national d'action pour l'emploi» (PNAE), c'est pour se féliciter dans le même temps des «allègements de charges sociales» patronales, présentés comme moteur de la croissance des emplois! Et Jospin de se féliciter que les cotisations patronales au niveau du SMIC soient passées de 48% du salaire brut en 1997 à 38,23% en 2001. Et ce n'est pas fini!

Pour mettre fin aux fermetures d'entreprises, aux restructurations et autres plans sociaux successifs qui privent de leur emploi des milliers, voire des dizaines de milliers de travailleurs, ce n'est certainement pas du côté du gouvernement et de ses lois, amendées ou pas, que la classe ouvrière doit chercher. La seule mesure efficace pour les tra-

vailleurs mais aussi pour toute la société serait l'interdiction des licenciements collectifs, sous peine de réquisition des entreprises. Mais contre cette perspective, les partis de droite comme les partis de gauche se retrouvent unanimes, sous prétexte que cela serait nuisible à la bonne marche de l'économie! Comme si la soif de profit des capitalistes n'était pas nuisible non seulement à l'économie mais à l'ensemble de la société humaine et de son fonctionnement. Comme si laisser des millions d'hommes et de femmes au chômage, sans emploi, ne représenterait pas un gâchis d'intelligences, de forces, d'initiatives, de capacités de produire des richesses, dommageable pour l'ensemble de la collectivité humaine.

Tous, depuis la droite et le Parti Socialiste, qui incarnent de façon plus ou moins agressive, plus ou moins ouverte, les intérêts du patronat et de la bourgeoisie jusqu'à des organisations comme Attac, s'inscrivent dans la logique de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production. C'est Attac qui explique d'ailleurs que «le droit de la propriété capitaliste implique celui d'embaucher et de licencier, mais la question est de savoir jusqu'à quel point»

alors que la vraie «question» pour les travailleurs est de rompre avec ce droit de la propriété capitaliste.

Aujourd'hui, on ne compte plus ceux nous qui expliquent qu'on est contraint de s'inscrire dans la logique du marché capitaliste, dans la logique du profit, sinon on casserait la dynamique de l'économie. Mais de quelle dynamique veulent-ils parler? Car pourquoi faudrait-il accepter non seulement les licenciements massifs mais encore que des moyens de production utiles, nécessaires pour satisfaire des besoins de l'humanité, soient mis au rebut? Pour respecter la course aux profits de gens qui n'ont que ce seul critère en tête et se moquent totalement de la vie des travailleurs mais tout autant des besoins de la société? Rompre avec cette logique est au contraire une question vitale pour l'ensemble de l'humanité.

Oui, il faut réquisitionner les entreprises dont les patrons décident la fermeture alors qu'elles font -ou ont fait- des profits colossaux avec le travail et la sueur des travailleurs. Ce serait là la seule mesure efficace pour prévenir, pour interdire, les licenciements collectifs et ce qu'ils signifient de dégâts humains, sociaux et économiques.

C.B.

## LUTTE OUVRIÈRE

**Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste**

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

**LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET**

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13000 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....

PRÉNOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL et VILLE: .....

COMPLÈMENT D'ADRESSE: .....

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de: .....

Règlement:

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 14 mai 2001

# FAISONS DU 22 MAI ET DU 9 JUIN

## UNE RIPOSTE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS À L'OFFENSIVE PATRONALE

Le 22 mai, à l'occasion de l'ouverture à l'Assemblée nationale du débat sur ce que le MEDEF appelle la « refondation sociale », la direction de la CGT appelle les travailleurs à manifester, par des arrêts de travail et des manifestations, leur opposition à la politique patronale. En effet, il faut absolument mettre un coup d'arrêt aux fermetures d'entreprises, aux vagues de licenciements que l'on nous annonce chaque jour depuis plusieurs semaines, dans des entreprises par ailleurs florissantes.

En plus il est prévu le 9 juin une manifestation centrale à Paris appelée par les organisations syndicales des entreprises directement concernées et diverses organisations politiques, dont le Parti Communiste et Lutte Ouvrière.

Il est à espérer que le principal souci des dirigeants de la CGT, en appelant à la journée du 22 mai, ne soit pas d'organiser leur propre mouvement pour se différencier de la manifestation antérieurement proposée par le Parti Communiste. Il est donc à espérer que la CGT mette toutes ses forces dans cette journée, et cela dans l'intérêt même des travailleurs de LU, d'AOM, de Marks et Spencer, et bien d'autres. Il faut que cette journée du 22 mai soit un succès, et cela dépend de tous les militants de la CGT, mais aussi des autres syndicats et des organisations politiques de la classe ouvrière. Comme il faut que la

manifestation centrale du 9 juin soit aussi un succès.

Il ne suffira certes pas d'arrêts de travail réussis le 22 mai, ni d'une participation imposante à la manifestation du 9 juin, pour faire reculer le patronat. Cela montrera certes l'ampleur du mécontentement du monde du travail, mais notre mécontentement, les patrons n'en ont que faire. Par contre, si le 22 mai et le 9 juin sont des succès, cela redonnera confiance aux travailleurs, y compris aux éléments plus ou moins démoralisés de la classe ouvrière, dans leur force et dans leur capacité à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

Depuis maintenant plus de vingt-cinq ans, les patrons ont profité de la montée du chômage et de la crainte que cela inspirait aux travailleurs, pour augmenter leurs bénéfices, en réduisant les effectifs et en faisant faire la même production, voire une production accrue, par moins de têtes et de bras. Ils en ont profité aussi pour bloquer les salaires de ceux qui gardaient leur emploi et pour généraliser la flexibilité, la précarité. Malgré le ralentissement de la croissance, leurs profits se sont envolés. Et la petite reprise économique que le monde occidental connaît depuis deux ou trois ans ne les a pas fait changer d'attitude. Ils osent crûment nous dire aujourd'hui que c'est quand les affaires vont bien qu'il faut réduire les effectifs, car ils ont alors plus

d'argent pour payer des indemnités de licenciement !

Ils hésitent d'autant moins à s'attaquer aux conditions de travail et de vie de la classe ouvrière qu'ils savent que le gouvernement, même s'il se dit « de gauche », est de leur côté.

Ces gens-là ont un portefeuille à la place du cœur. On ne peut pas les toucher aux sentiments. Mais on peut leur faire peur, en menaçant justement ce à quoi ils tiennent le plus, leurs profits !

Ce n'est pas une vue de l'esprit ; en 1936, comme en 1968, ils ont cédé sur des revendications qu'ils déclaraient impossibles à satisfaire quelques jours plus tôt, parce qu'ils ont eu peur d'un mouvement social que ni eux ni le gouvernement n'auraient été capables de contrôler.

Eh bien, si nous voulons imposer l'interdiction des licenciements dans toutes les entreprises, à commencer par celles qui font du profit, sous peine de réquisition, c'est un tel mouvement social qu'il faut préparer. Le 22 mai comme le 9 juin peuvent être, doivent être les premières étapes de la mobilisation du monde du travail qui y conduira. C'est pourquoi les militants de Lutte Ouvrière feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que ces journées soient couronnées de succès.

Tous ensemble, nous pouvons faire reculer le patronat !

Arlette LAGUILLER

PARE

# CONTRE LES CHÔMEURS ET TOUS LES SALARIÉS L'ASSEMBLÉE ADOPTE LE PARE

Le PARE, Plan d'aide au retour à l'emploi, a été avalisé mercredi 11 mai par un vote de l'Assemblée nationale. Les débats ont duré, nous dit-on, plus de neuf heures, opposant le gouvernement et le Parti Socialiste à la droite, mais aussi à leurs alliés de la gauche plurielle, radicaux de gauche, Verts et communistes. Au moment du vote, vers minuit, il ne restait plus en séance que 33 députés : 29 ont voté pour, socialistes et droite confondus ; les 4 autres, du PC, ont voté contre.

C'est l'épilogue d'un an de polémique. C'est en effet en mai 2000 que le Medef, négociant le renouvellement de la convention Unedic, proposa le CARE, Contrat d'aide au retour à l'emploi. Dans le cadre de ce qu'il a appelé avec emphase la « refondation sociale », consistant à remettre en cause les quelques garanties qui restaient aux chômeurs, le patronat proposait de supprimer toute allocation à ceux qui refuseraient une proposition d'emploi. Le but était non seulement de s'attaquer aux droits et revenus des chômeurs, mais du même coup de faire pression à la baisse sur tous les salaires.

En juin 2000, après discussion avec les syndicats, le Medef faisait quelques concessions mineures, entre autres celle consistant à changer le nom : le CARE devenait le PARE, pour lequel la CFDT, la CFTC et la CGC se déclaraient prêtes à signer.

Mais c'est alors le gouvernement qui, craignant la contestation populaire, elle-même relayée par la CGT et FO, déclarait en juillet le PARE inacceptable. Une nouvelle mouture voyait le jour en sep-

tembre. La logique de cette version restait la même à quelques nuances près : imposer aux chômeurs qu'ils acceptent les emplois qu'on leur propose au salaire proposé. Fin octobre, après le départ de Martine Aubry du gouvernement, s'engageait la procédure d'agrément du PARE qui vient d'aboutir à son adoption par l'Assemblée.

Le PARE, signé par le patronat et trois confédérations syndicales et appuyé par la droite politique, a été défendu par les députés socialistes et les ministres, Elisabeth Guigou en tête, qui prétendent, la main sur le cœur, que le PARE ne changerait rien pour les chômeurs. Il ne serait même pas obligatoire. Aucune sanction ne serait là pour faire pression sur les chômeurs.

Mais il y a tromperie derrière ces propos lénifiants. Dans l'application des critères du PARE, qui aura le plus de poids, les patrons ou les chômeurs ? En cas de contestation, qui l'administration écouterait-elle, qui décidera en fait ? Confiant sur le rapport de forces qui lui est actuellement favorable, le patronat avance ses pions. Le Parti Socialiste se fait ouvertement



Une des manifestations de chômeurs de 1998.

le complice du Medef. Quand les effets néfastes du PARE se manifesteront clairement, ces gens-là ne manqueront pas de dire aux travailleurs que c'est à eux de lutter, que le gouvernement ne peut pas tout faire ! Ils nous ont déjà fait le coup pour les licenciements et ne se priveront pas de recommencer.

Certes des députés et des partis ont refusé le PARE, en mettant le doigt sur de vrais problèmes. Une députée Verte l'a qualifié de « carrément mauvais ». Une radicale de gauche a montré les chômeurs « contraints de se brader, c'est-à-dire à accepter des salaires inférieurs à leur rémunération antérieure ». Maxime Gremetz, du PCF, a dénoncé la « philosophie

antisociale » du projet. Mettant à profit la présence de Denis Kessler, le numéro deux du Medef, il a même ajouté : « Le Medef vous écoute, il est parfaitement satisfait. » Et la députée PCF Muguette Jacquaint a rappelé les élections municipales : « Prenons bien garde de dire que c'est parce que les gens n'ont rien compris. »

Mais ils ne vont pas jusqu'à mettre en jeu leur poids parlementaire pour, au moins, faire plier le PS. Liés par leur participation gouvernementale, ils ne sont prêts à voter contre les projets du PS qu'à condition que cela ne puisse avoir aucun effet. C'est pourquoi d'ailleurs les députés Verts et radicaux de gauche ont quitté

l'Assemblée après avoir poussé leur cri, pour ne pas avoir à voter. Quant aux députés communistes, ils ont voté contre, mais à 4 contre 29, alors qu'il y a 37 députés PCF, 13 radicaux et 8 écologistes. C'est une « opposition » qui ressemble fort à une complicité honteuse.

Le PARE a été adopté par l'Assemblée. Le patronat va pouvoir s'en prévaloir pour faire pression sur l'ensemble de la classe ouvrière, salariés et chômeurs. En se mobilisant pour la défense de ses droits, celle-ci aurait les moyens de se défendre, contre ses ennemis déclarés et contre ses faux amis de toute sorte.

Vincent GELAS

SMIC

## À DÉFAUT DE L'AUGMENTER VRAIMENT, LE GOUVERNEMENT LES MULTIPLIE

Avec l'application de la loi Aubry sur les 35 heures, le calcul du SMIC est devenu un vrai casse-tête, et pour beaucoup de salariés une véritable entourloupe.

### Du triple SMIC...

A l'origine, il y a la décision du gouvernement d'instituer, dans le cadre du passage aux 35 heures, un SMIC à plusieurs niveaux. Pourtant le gouvernement avait promis que le passage de 39 heures à 35 heures se ferait sans diminution de salaire. Pour maintenir la rémunération des salariés payés au SMIC, le gouvernement a choisi d'instaurer « un complément différentiel ».

Le flou autour de cette disposition est tel qu'il rend déjà possible l'existence de deux SMIC : l'un, perçu par les anciens embauchés passés aux 35 heures et qui bénéficient du complément, l'autre perçu par les nouveaux embauchés qui feront 35 heures... payés 35, soit près de 500 F en moins.

En plus de cela, le gouvernement s'est arrangé pour que la progression du « complément différentiel » soit plus faible que celle du taux horaire du SMIC. Du coup, depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, date de la dernière augmentation du SMIC horaire (+3,2%), le SMIC mensuel brut 39 heures est de 7101 F alors que le SMIC mensuel brut 35 heures est de 6981 F (si l'on bénéficie du complément) !

### ... au quadruple SMIC et plus !

La chose se complique encore du fait que le passage aux 35 heures est étalé dans le temps. Sans rentrer dans les détails de ces comptes d'apothicaire, on se retrouve maintenant dans la situation où un salarié payé au SMIC peut percevoir 6896 F brut si son employeur est passé aux 35 heures entre le 1<sup>er</sup> juillet 1998 et le 30 juin 1999, 6982 F si cela s'est fait entre le 1<sup>er</sup> juillet 1999 et le 30 juin 2000, et ainsi de suite, sans parler de ceux qui ne sont pas encore aux 35 heures, de ceux qui sont aux 35 heures payés 35... !

Résultat : chaque année, on assiste au miracle de la multiplication des SMIC !

### Le gouvernement botte en touche

Interpellé sur cette situation tant par les syndicats que par les patrons, le gouvernement n'a pas voulu indiquer clairement ses intentions. Normalement, le « SMIC-35 heures » ne doit exister que jusqu'en 2005. Ensuite, on devrait rétablir un SMIC horaire unique pour tous. Mais dans quelles conditions ? A quel taux ? Le plus bas ou le plus haut ? Quand on voit l'attitude du gouvernement dans cette affaire, on peut craindre le pire... pour les salariés.

Pour maintenir les salaires, le plus simple aurait été de corriger la baisse de l'horaire par une augmentation du taux

horaire du SMIC. Mais cela aurait signifié une augmentation de 11,4% de ce taux. Ce qui était hors de question pour le patronat... que le gouvernement ne veut aucunement contrarier.

Ce dernier a donc mis sur pied une véritable usine à gaz qui permet de moins payer de nombreux travailleurs, en espérant que cela ne se voie pas trop. Et maintenant, il joue la montre... en attendant les élections. A moins que, d'ici là, les travailleurs, comme l'ont fait les jeunes ouvriers de l'Alstom-Atlantique, à Saint-Nazaire, il y a deux semaines, viennent bousculer cet échafaudage abracadabrants.

Paul BARRAL

# À la Bastille

## LES MOUSQUETAIRES DU PS SONT TOUJOURS LÀ

Le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République a fourni l'occasion au petit monde des fervents, des obligés, des laudateurs du mitterrandisme d'y aller de leur petite déclaration nostalgique et de se rassembler à la Bastille. La fête ne fut, nous dit-on, pas follement gaie. Mais celle d'il y a vingt ans ne méritait pas de l'être non plus, si l'on songe à la suite.

Jospin a tenu à prendre dans cette fête une place de choix. Car il est fini le temps – bien bref – où Jospin quittait le gouvernement en 1992 afin de préparer son avenir politique en cultivant sa petite différence avec son maître à penser, critiquant depuis la tribune du congrès du Parti Socialiste en 1994 «*le manque de rigueur*» du président ou «*son étonnante indulgence pour des personnages compromis*». Allusion à peine voilée à René

Bousquet, ancien haut-fonctionnaire du gouvernement de Pétain et à ce titre organisateur de la déportation de milliers de Juifs de France.

Elle est terminée la période où Jospin réclamait «*un droit d'inventaire*» sur les deux septennats de Mitterrand, pour laisser croire qu'il n'assumerait pas forcément tout l'héritage. Désormais, cet héritage, il l'assume, et ouvertement, ce qu'il n'avait jamais cessé de faire, per-

sonne n'étant dupe de ce désir d'inventaire qu'il s'est d'ailleurs bien gardé de faire.

Lors de son discours à la Bastille il a, nous dit-on, choisi non pas d'évoquer le Mitterrand de Vichy, ni le Mitterrand d'après 1981, mais le Mitterrand de la période 1971-1981, une période «*sans tâche*» selon l'expression d'un journaliste du *Monde*, qui suggère, non sans raison, que les autres ne seraient pas blancs. Comme si on pouvait saucis-



Mitterrand et certains de ses «mousquetaires»

sonner le long cheminement de Mitterrand en découpant des périodes honorables et d'autres qui le seraient moins. Comme si chacune des manœuvres mitterrandiennes ne préparait pas l'aboutissement.

Sans tâche, la période précédant l'accès de Mitterrand à l'Elysée, alors même qu'il déclarait ouvertement, devant le congrès de l'Internationale socialiste, au début des années 1970 que son ambition était de rédui-

re l'influence électorale du PCF? Et si la prouesse dont on le glorifie aujourd'hui, c'est d'avoir unifié la gauche, personne ne peut contester que c'est pour avoir les moyens de mener la politique de la droite.

Jospin, en disciple appliqué, continue dans la même voie, jusqu'au moment où les travailleurs se décideront à faire l'inventaire. En vrai, cette fois!

Alain VALLER

### Affaire Yveton

## QUAND MITTERRAND VOTAIT L'EXÉCUTION D'UN MILITANT COMMUNISTE

**Les déclarations du ministre général Aussaresses contribuent à alimenter une controverse sur la responsabilité des dirigeants politiques qui, en France, étaient aux commandes durant cette guerre coloniale qui n'osait pas dire son nom, la guerre d'Algérie.**

Certains aujourd'hui, qui pourtant savaient, ou étaient en situation de savoir, feignent de s'interroger sur le rôle de Mitterrand. On consent parfois – pas toujours – à nous dire enfin que non seulement il savait, mais qu'il était l'un de ceux qui avaient mis en place le dispositif légal qui laissait à l'armée tout pouvoir de faire la justice – si l'on ose dire – l'autorisant à user de tous les moyens, à commencer par ceux dont Aussaresses se vante d'avoir été l'un des exécutés d'une redoutable efficacité professionnelle. La cohorte des zélés de Mitterrand essaie de s'en sortir en parlant d'un bilan «*contrasté*», de «*zones d'ombre*», mais aussi de «*lumières*» qui marque sa biographie.

Toutes ces formules littéraires servent d'esquives. La vérité est connue, et non seulement aujourd'hui. Elle était connue à l'époque. Mitterrand s'en cachait à peine lorsqu'il déclarait «*L'Algérie, c'est la France*» et «*la seule négociation, c'est la guerre*». Il n'osait pas ajouter «*et la torture, la justice expéditive, la terreur*». Mais Aussaresses et ses congénères n'avaient pas besoin qu'on leur mette les points sur les i. Cette vérité, dans les années cinquante, ceux qui osaient la dire étaient pourchassés, baillonnés par les autorités qui censuraient ceux qui essayaient de passer outre, ceux qui refusaient, comme bien d'autres, de s'autocensurer. Et le mensonge s'est perpétué, bien au-delà des «*événements*», quand il a fallu, plus tard, fabriquer la légende de Mitterrand, sauveur de la gauche.

Pourtant, ce serviteur de la bourgeoisie avait du sang, sinon sur les mains, du moins sur la conscience. Du sang de militants qui voulaient libérer leur pays de la tutelle coloniale, du sang de militants communistes.

Tout ceux qui ont vécu cette période connaissent l'affaire Yveton. Yveton était un militant du Parti Communiste Algérien,

employé à la compagnie du gaz d'Algérie. Choissant de participer en tant que communiste d'origine européenne à la lutte contre le colonialisme français au côté du FLN algérien, il avait dissimulé une bombe dans un local désaffecté de l'entreprise où il travaillait, se proposant de la faire exploser à une heure tardive pour qu'il n'y ait pas de victimes mais seulement des dégâts matériels. Cette bombe n'exploda pas. Dénoncé par un contremaître hostile à ses idées, qui épiait ses faits et gestes, Yveton fut arrêté par la police, en novembre 1956. Torturé, traîné dix jours plus tard devant le tribunal militaire d'Alger, assisté de deux avocats commis d'office, il fut condamné à mort aux termes d'une parodie de procès. Son recours en grâce fut soumis au Conseil supérieur de la magistrature, qui dut se prononcer sur la sentence, avant que le président de la République, ayant le droit de grâce, se décide.

Mitterrand était alors ministre de la Justice d'un gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet. A ce titre, il siégeait dans ce Conseil de la magistrature et il vota pour que la peine de mort soit appliquée à Yveton. Le même jour qu'Yveton, deux Algériens furent guillotins, six autres l'avaient été dans les semaines qui avaient précédé ces exécutions. Il y eut bien d'autres condamnations à mort et exécutées au cours de la guerre d'Algérie et nombre de dossiers passèrent sous les yeux de Mitterrand.

Trente ans plus tard, il prétendait ne pas se souvenir de cet épisode. Comme s'il pouvait avoir oublié les choix qu'il avait faits durant cette période. Il a donc menti, mais il ne fut pas le seul. Ils sont nombreux ceux qui ont délibérément occulté cette période, et celles qui ont précédé, ceux qui savaient, politiciens, journalistes, membres des états-majors de l'armée, de la police, du petit monde des affaires. Ils ont menti pour pouvoir accrédi- ter la fable de la transmutation de ce politicien de droite, en prétendu homme de gauche. Si la politique qu'il a pratiquée était une politique de gauche, on est en droit de se demander ce qu'un politicien de droite aurait pu faire de pire!

A. V.

## Massacres de Setif et Guelma (mai 1945)

### QUAND LE QUOTIDIEN L'HUMANITÉ SE PENCHE SUR L'HISTOIRE DU PCF

**L'Humanité du 8 mai dernier a profité des discussions actuelles sur la pratique de la torture durant la guerre d'Algérie pour revenir sur les massacres perpétrés par l'armée et l'aviation françaises le 8 mai 1945 dans le Constantinois algérien (on peut lire en page 15 de ce journal la critique d'un livre consacré, entre autres, à ces événements).**

Mais on ne peut pas dire que le quotidien tienne, plus de cinquante ans plus tard, à éclairer ses lecteurs sur ce que fut la politique du PCF à l'époque. Il indique que «*la France... n'était pas prête à accorder l'indépendance, ou même à discuter d'un nouveau statut pour les peuples sous domination coloniale*». L'Humanité aurait pu rappeler que le PCF lui-même avait des ministres dans ce gouvernement de la France.

A l'époque, l'une de ses brochures au titre évocateur, «*Au service de la renaissance française*», résumait la politique du Parti. Elle affirmait: «*Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands Etats, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses*». Un de ses députés déclarait sans ambage: «*Nous affirmons d'abord que la République française, métropole et territoires d'outre-mer, est une et indivisible*».

Les animateurs des manifestations algériennes d'alors, les partisans du PPA de Messali Hadj (Parti du Peuple Algérien), interdit et transformé en MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), furent dénoncés par le PCF comme des provocateurs, et pas de la façon polie dont le rapporte aujourd'hui L'Humanité. «*Le PCF, écrite elle aujourd'hui, condamne la répression, tout en évoquant de possibles provocations visant à dresser la population musulmane contre la population européenne, alors que l'Europe vient d'en finir avec la guerre*». Mais le 12 mai 1945, L'Humanité écrivait plus crûment: «*Les instruments criminels de la grosse colonisation sont le MTLD et le PPA et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde, qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs des troubles*»!

Un des ministres de ce gouvernement était le communiste Charles Tillon. En tant que ministre de l'Air il était responsable de cette aviation qui décima les manifestants. Il a prétendu après coup qu'il n'avait pas été «*informé*». Difficile à croire! Mais si c'était le cas, à quoi sert donc un ministre à qui on cache les décisions le concernant? Sinon à cautionner le pire! En tout cas Charles Tillon se tut et resta au gouvernement comme ses autres confrères ministres du Parti, qui laissèrent une population désarmée se faire massacrer.

Michel ROCCO

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# INTERDICTION DES LICENCIEMENTS : LA MOBILISATION DOIT S'AMPLIFIER

Après Danone, Marks & Spencer, Valeo, Aventis, Moulinex, AOM-Air Liberté, et bien d'autres, cette semaine c'est au tour de Bata (Moussey) de menacer les emplois de ses salariés. Tous les grands groupes français préparent ces saignées, qu'ils soient bénéficiaires ou non. D'ailleurs ceux qui déclarent aujourd'hui des pertes, le font à l'ombre de jeux comptables et en dehors de tout contrôle, mais après avoir accumulé des richesses pendant des années et engraisé leurs actionnaires. Plus discrets mais tout aussi réels, les fins de contrat d'intérimaires, comme les 1 000 chez Citroën à Rennes, font partie de cette vaste offensive du patronat pour améliorer ses marges. Le gouvernement, au delà de quelques phrases creuses de Guigou ou de Jospin, ne fait rien pour empêcher les patrons de nuire. Logique avec lui-même, et sans état d'âme, le gouvernement met en application le PARE voulu par le MEDEF, tout en continuant les cadeaux et ristournes diverses aux patrons licenciés.

Une colère qui monte...

Cette attaque groupée du patronat, avec la complicité silencieuse de Jospin, a semé le désarroi. Des régions entières se trouvent ruinées, car bien souvent ces usines fermées entraînent d'autres sous-traitants. Mais elle sème aussi la colère. Après les manifestations des Moulinex en Normandie, à Marignac, petite ville des Pyrénées, les travailleurs de Péchiney ont été à l'initiative d'une manifestation de 2 500 personnes contre la fermeture du site.

... qu'il faut transformer.

Dans les jours qui viennent de nouvelles actions sont annoncées. Notamment une manifestation des Marks & Spencer à Londres le 17 mai, un rassemblement des Moulinex le 19 mai à Alençon, un rassemblement devant la sous-préfecture à Saint Gaudens le 22 mai, contre la fermeture de Pechiney Marignac, appelé par la CGT de la chimie... Les occasions de montrer leur volonté de pas s'incliner devant les décisions du patronat, se multiplient pour les travailleurs directement visés par les plans annoncés. Et aussi parfois pour la circonstance, c'est l'occasion d'affirmer leur solidarité et leur conscience de la nécessité d'une lutte commune. Comme l'atteste le projet des LU de Ris Orangis de se rendre à une trentaine à Londres pour manifester avec les Marks & Spencer. Ou encore comme les syndicalistes de Péchiney Marignac, annonçant qu'ils sont en contact avec ceux de Lu Danone, de Marks & Spencer, d'AOM-Air Liberté pour préparer une grande action d'ensemble contre tous les plans sociaux.

Cette déferlante menace tous les travailleurs. Les licenciements dans des filiales ou des sous-traitants des multinationales, ou d'intérimaires dont les entreprises petites et grandes se débarrassent, se déroulent peut-être avec

moins d'éclat, mais n'en font pas moins de dégâts. Tous les salariés peuvent se considérer comme des licenciés en puissance. Et si la vague des licenciements passe, pour ceux qui conserveront un emploi, pendant le temps où ils le garderont, elle se traduira par des pressions importantes sur les conditions de travail, sur les salaires.

C'est pourquoi, s'il faut soutenir et développer toutes les luttes en cours, il est aussi nécessaire et possible de les faire converger. L'indignation soulevée par ces licenciements est largement partagée. Le besoin d'une riposte d'ensemble pour interdire les licenciements est compris et voulu par une fraction de la classe ouvrière et peut l'être demain par un nombre encore plus grand de travailleurs.

Pour la réussite du 22 mai et du 9 juin

L'initiative de la CGT d'appeler le 22 mai à une journée d'action, et de rassembler les travailleurs de la Région parisienne devant l'Assemblée Nationale où se débattrait dans le cadre d'une loi une réglementation des licenciements, peut offrir une occasion de faire monter la mobilisation, et il faut la saisir.

La proposition d'une manifestation à Paris le 9 juin sur l'initiative des syndicalistes des entreprises subissant des plans de licenciements (Lu-Danone, Marks & Spencer, AOM-Air Liberté), pour laquelle ils demandent à toutes les organisations syndicales, aux partis politiques, aux associations opposés à ces suppressions d'emplois, d'appeler en commun et de mettre leur poids pour sa réussite, sera une nouvelle étape importante.

Pour faire en sorte que ces actions se concrétisent et réussissent, il faut que tous les militants se mobilisent. Ils ont bien sûr à convaincre les travailleurs autour d'eux. Et ils ont aussi à convaincre leur section syndicale ou syndicat, leur union locale ou départementale de se mobiliser et d'y appeler. Il s'agit de se donner les moyens et de préparer les bases sur lesquelles les syndicats de branche, les confédérations pourront décider de s'engager et mettre leur poids à la réalisation de cette manifestation unitaire à Paris, à laquelle certains partis, dont PCF, LCR, LO, ont décidé d'appeler. En veillant, et c'est important, à ce que personne ne soit écarté pour la préparation de cet objectif unitaire ; en évitant toutes les discriminations ou préventions qui pourraient surgir contre telle organisation syndicale concurrente, ou contre tel parti ou association. Car pour franchir de nouvelles étapes dans la mobilisation, il faut maintenant rassembler toutes les forces militantes de la classe ouvrière.

Tristan KATZ

Convergences Révolutionnaires n° 15 (mai-juin 2001)

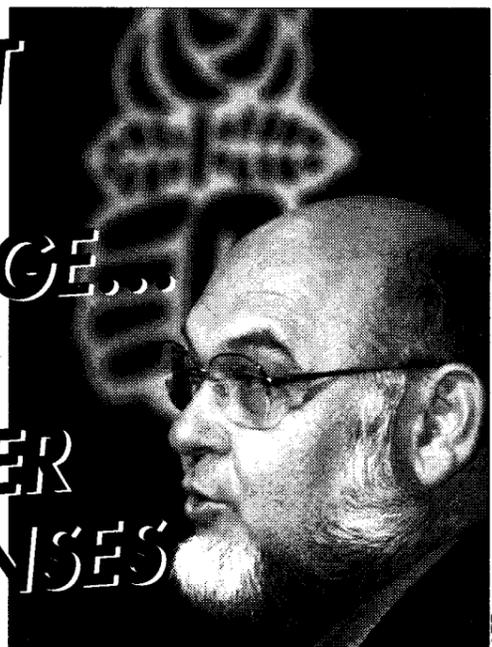
Un dossier sur les services publics ; des articles sur l'appel à la mobilisation contre les licenciements (LU, Marks & Spencer, AOM), le bluff patronal sur « la pénurie de main d'œuvre », la réforme de la SNCF.

Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

PCF

# ROBERT HUE S'INTERROGE... SANS DONNER DE RÉPONSES



**Au lendemain des élections municipales, Jospin s'est entretenu avec chacun de ses partenaires de « majorité plurielle », et leur a proposé un nouveau « sommet de la gauche » fin juin prochain, faisant suite à celui qui s'était tenu en novembre dernier et que tout le monde a déjà oublié.**

Interviewé sur Europe 1 le 9 mai, Robert Hue n'a pas fait montre d'un grand enthousiasme à cette idée : « Je suis très interrogatif, a-t-il dit, J'ai été de ceux qui le souhaitaient. Aujourd'hui, je demande que, d'abord, on commence à appliquer les dispositions du premier sommet de la gauche plurielle », propos marqués du sceau du bon sens. Il a fallu six mois à Robert Hue pour découvrir que même le souriceau dont avait accouché le précédent sommet n'était qu'un souriceau virtuel qui n'a pas encore pris corps. Par exemple ce sommet se fixait pour objectif de revaloriser les minima sociaux afin qu'ils dépassent « progressivement le seuil de pauvreté ». Engagement on ne peut plus prudent. Et pourtant ce progressivement s'est traduit par du sur place. Quant au serpent de mer de la taxation du travail précaire, qui figurait dans le maigre catalogue issu du précédent sommet, il s'est perdu lui aussi dans les profondeurs de l'oubli.

Robert Hue feint de s'en étonner aujourd'hui et se fait même grondeur, lorsqu'il évoque ces promesses non tenues. Comme si c'était les premiers reniements de Jospin et de son équipe. Cela n'avait pas empêché les dirigeants du PCF, à l'issue du sommet de novembre, de faire semblant d'y croire et de se flatter de ses résultats qui, à les entendre à

l'époque, attestaient de l'efficacité de la présence du PCF au sein de la majorité plurielle.

Aujourd'hui le ton change. Le jeu de dupes auquel participe volontairement le PCF est devenu plus difficile à justifier et Robert Hue insiste désormais un peu plus sur le constat qu'« une partie de l'échec électoral de la gauche aux municipales, tient au fait que les engagements pris en commun n'ont pas été tenus ». Il y voit une « dérive droitière » du gouvernement – ce qui supposerait que le gouvernement avait, un temps, choisi un cap à gauche. On a bien du mal à voir quand ! Le secrétaire du PCF se fait même menaçant, précisant que la participation du PCF au gouvernement jusqu'en 2002 « dépendra de l'évolution de la majorité plurielle et des choix faits par le gouvernement », ajoutant que « le Parti Communiste ne va pas se ficeler les mains comme ça sans avoir des assurances ». Lesquelles ? Mystère. Silence aussi sur ce qu'envisage la direction du PCF dans l'hypothèse, loin d'être improbable, que Jospin ne reprenne pas le bon cap.

Les militants ouvriers, à commencer par les militants du PCF, ont besoin que l'on tienne un discours clair, qui définisse des perspectives qui ne soient pas ambiguës, qui appelle un chat un chat, et qui désigne une politique propatronale – celle de Jospin, Fabius, Guigou – pour ce qu'elle est : une politique ouvertement antiouvrière. Ils ont besoin, pour mieux se préparer, pour mieux se défendre, pour mieux se préparer à reprendre l'initiative, qu'on leur dise qui est dans le même camp qu'eux, et qui, parmi leurs faux alliés, se range dans le camp adverse.

Annie ROLLIN

## Esclavage

# DEVOIR DE MÉMOIRE... COURTE

Jeudi 10 mai, les sénateurs unanimes ont, à la suite des députés, déclaré la traite des Noirs et l'esclavage crimes contre l'humanité. Ce sera écrit dans les manuels scolaires et l'abolition de l'esclavage aura sa date de commémoration.

On ne peut pas dire que ces élus du peuple français aient fait montre de précipitation en ce domaine. Il faut dire qu'en France nombre d'honorables familles de la haute bourgeoisie, en particulier nantaise et bordelaise, ont autrefois réalisé leur fortune « aux îles », c'est-à-dire en exploitant des esclaves, quand ce n'était pas en trafiquant du « bois d'ébène », selon la formule qu'employaient alors ceux qui prati-

quaient la traite.

Eh oui, nos parlementaires font, à leur tour, acte de repentance. Cela vient rappeler que l'époque où existait l'esclavage à grande échelle, dans des Etats considérés comme à la pointe du progrès, n'est pas si lointaine. L'esclavage fut aboli en 1848 par la France, en 1864 au Etats-Unis et en 1888 au Brésil.

Mais la repentance des distingués « élus de la nation » ne va quand même pas jusqu'à demander des comptes à ceux qui doivent leur richesse au commerce et à l'exploitation des esclaves...

V.G.

# Session de mai du Parlement européen DE STRASBOURG À... LONDRES

« L'éducation et la formation des jeunes Européens, à la lumière des nouvelles technologies » étaient annoncées comme « un des grands thèmes » de cette session du Parlement européen à Strasbourg. Plusieurs rapports y étaient consacrés, assaisonnés de grandes déclarations de bonnes intentions et de quelques constats plus réalistes. Ainsi, en 2000, promue « année des langues » par les Communautés européennes, on était encore loin de l'objectif proclamé de la maîtrise de deux langues, en plus de la sienne, par les scolaires, et même de l'apprentissage d'une autre langue. Cela d'abord, faute de moyens. Les députés européens se sont

donc rabattus sur des objectifs qu'ils n'auront aucune difficulté à atteindre, ce « paquet » sur l'éducation leur ayant donné matière à redire qu'il s'agit aussi... de « fournir un support technique et financier » aux entreprises ou d'adapter les jeunes « aux besoins du marché du travail ».

En effet, quel que soit le sujet abordé, on peut sans grand risque parier que le Parlement européen ne manque pas une occasion de montrer combien les intérêts des entreprises et de leurs propriétaires lui tiennent à cœur.

Durant cette session, on l'a constaté à nouveau avec la présentation du rapport sur les grandes orientations économiques des Etats de l'Union européenne, les députées européennes de Lutte Ouvrière ont voté contre ce rapport qui, disent-elles, glorifie les « politiques patronales et antiou-

vières menées par les Etats ». C'est une « approbation du fonctionnement actuel de l'économie », nullement remis en cause par des amendements exprimant des préoccupations écologistes ou encore par celui qui proposait « l'instauration d'une taxe de type Tobin sur les mouvements de capitaux, notamment ceux à caractère spéculatif, de manière à mieux les contrôler ».

Les trois élues de Lutte Ouvrière se sont abstenues sur ce dernier point pour, ont-elles expliqué, ne pas mêler leur vote à celui des « partisans les plus acharnés de l'ordre capitaliste (qui) n'acceptent même pas une imposition aussi dérisoire du capital qu'est la taxe Tobin ». Mais si l'avalanche actuelle de suppressions d'emplois dans certaines des plus grandes entreprises de l'Union européenne montre une chose, c'est qu'il s'agit là non pas de prétendus débordements spéculatifs mais du « fonctionnement habituel de tout un système économique dont le

moteur est le profit et l'enrichissement capitaliste ». Et ce ne sont pas des gestes symboliques, qui se veulent plus ou moins moralisateurs telle la taxe Tobin, qui pourraient protéger les travailleurs contre l'avidité du patronat.

Arlette Laguiller a profité de la venue de FR3 (qui faisait un reportage sur son activité de parlementaire européenne) pour le rappeler en allant, avec ses camarades Armonie Bordes et Chantal Cauquil, retrouver des employés de Marks et Spencer, en centre-ville, menacés de licenciements avec celles et ceux de dizaines d'autres magasins en Europe de ce grand groupe. Leur apporter notre soutien, c'était aussi essayer de faire que la télévision parle à nouveau du combat des salariés de Marks et Spencer. Cela a été également l'occasion de rencontrer des employées du magasin qui avaient décidé d'aller à Londres manifester leur colère contre leur patron licencieur, avec des délégations de travailleurs de toute l'Europe.

Jeudi 17 mai, le Parlement de Strasbourg devait décider

d'un statut des « partis européens », et des subventions qui l'accompagneront. Un sujet d'importance pour les états-majors des groupes parlementaires européens, de la droite aux sociaux-démocrates, en passant par les Verts et les centristes. Quant à nous, ce jour-là, nous allions manifester à Londres avec les travailleurs de Marks et Spencer...

Le Parlement européen a reçu aussi la visite, mardi 15 mai, d'une centaine de personnes manifestant dans la cour du bâtiment contre le gouvernement turc (candidat à l'entrée dans l'Union européenne) qui réprime et laisse mourir les grévistes de la faim dans ses prisons. Nos trois députées sont allées à leur rencontre et les ont assurées de leur soutien.

Par contre, le lendemain matin, des députés de droite ont interpellé la présidente du Parlement qui, selon eux, ne devrait pas tolérer de telles manifestations...

## Dans les entreprises...

France Cotillon  
Colmar  
Haut-Rhin

## ON NE SE LAISSERA PAS ENGUURLANDER!

Depuis que la direction du groupe César a annoncé son intention de fermer l'usine France Cotillon de Colmar (Haut-Rhin), les travailleurs de cette entreprise sont 122, majoritairement des femmes, à être menacés de licenciement, et ils sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

Introduit en Bourse l'année dernière, César est le numéro Un européen des articles de fête, guirlandes, masques et autres serpentins. Il réaliserait, prétend-il, des pertes importantes et le cours de l'action s'est effondré ces derniers

mois. C'est donc pour rentabiliser l'entreprise et satisfaire les nouveaux actionnaires que la direction a décidé d'arrêter son activité de production, de fermer le site de Colmar et de concentrer le négoce sur les sites de Saumur et de Normandie.

Pourtant, César est un groupe prospère, qui a racheté de nombreuses entreprises ces dernières années et réalisé des profits considérables, 41 millions de francs par exemple en 1999.

Alors, les travailleurs de France Cotillon refusent d'être sacrifiés à la soif de profits des actionnaires. Où sont passés les profits faits ces dernières années par le groupe ? Il y aurait sûrement

là de quoi faire fonctionner l'usine et assurer à chacun son salaire pour longtemps !

Mercredi et jeudi 9 et 10 mai, ils étaient 120 en grève sur 122, pour faire un comité d'accueil à la direction. Le samedi suivant, ils étaient au marché de Colmar pour faire signer une pétition réclamant le maintien de l'activité. Ils seront le 22 mai à la manifestation organisée devant la préfecture, et appellent tous les travailleurs des entreprises de la région à les y rejoindre.

Montrer notre colère et notre détermination, c'est le seul moyen de faire que la peur change de camp et que les patrons se disent que c'est pour eux que bientôt, la fête sera finie.

## Lutte de classe n° 58 (mai-juin 2001) est parue

### Au sommaire

- France  
Interdiction des licenciements sous peine de réquisition !
- Grande-Bretagne  
La valse-hésitation du capital britannique face à l'Euro
- Turquie  
De la crise financière à la crise économique et sociale
- Ukraine  
La « petite Russie » sur les pas de la « Grande » ?
- Antilles  
La loi d'orientation pour l'Outre-Mer du gouvernement Jospin, un statut sur mesure pour le patronat des DOM

### Tribune de la minorité

Après Danone et Marks & Spencer, 40 000 travailleurs licenciés en France : les patrons nous cherchent, il faut qu'ils nous trouvent !

- Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

## 2, 3 et 4 juin À PRESLES (Val-d'Oise)

Dans deux semaines

# LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE !

Retenez bien les dates des 2, 3 et 4 juin ! Un long week-end pour venir passer, dans un cadre de verdure magnifique, trois jours de fête, communiste et internationaliste.

Au moment où le gouvernement de la gauche plurielle poursuit, voire aggrave, la politique antiouvrière que les gouvernements de droite ont menée avant lui ; au moment où les patrons multiplient les plans sociaux, jettent des milliers de travailleurs à la rue afin de permettre à leurs actionnaires de s'enrichir toujours plus, la fête de Lutte Ouvrière veut aussi être une occasion d'affirmer la nécessité d'une lutte d'ensemble qui serait nécessaire pour que le rapport de force entre le patronat et les travailleurs change résolument en faveur de ces derniers.

La fête de Lutte Ouvrière est l'occasion pour tous ceux qui s'y rendent de rencontrer des hommes et des femmes qui, chaque jour, dans leur entreprise, défendent une certaine idée du communisme, une idée qui rencontre la sympathie parmi la population laborieuse, au moment où certains voudraient reléguer le programme communiste au musée des antiquités. Car le communisme reste la seule perspective d'un avenir digne de ce nom pour l'humanité, d'un avenir d'où aura disparu la loi du fric, l'exploitation de l'homme par l'homme, les injustices, la misère.

La fête est ainsi une occasion pour les militants, les

sympathisants, pour tous ceux qui viennent, de mieux se connaître, de débattre sur les combats futurs, sur les moyens à mettre en oeuvre afin de donner un véritable coup d'arrêt aux menées des patrons, confortés par la complicité du gouvernement Jospin.

Notre fête est donc, bien sûr, une fête politique qui offre l'opportunité de mieux connaître les militants, leurs idées et le programme de Lutte Ouvrière.

Mais c'est aussi un grand moment de détente, de joie, de fantaisie, dans une ambiance fraternelle et chaleureuse, la richesse et la diversité des spectacles, des expositions, des débats, des animations proposés ! Trois grandes librairies aussi sont là pour répondre à la curiosité de chacun dans bien des domaines.

Et n'oublions pas non plus les plaisirs de la gastronomie, sans laquelle il n'y aurait pas de vraie fête : de très nombreux stands offrent des dégustations de spécialités venues de toutes les régions de France et du monde, qui permettent de faire une pause sympathique entre amis ou en famille. Et toujours à des prix calculés au plus bas.

Bref, la fête de Lutte Ouvrière, c'est vraiment la fête !



## AU GRAND PODIUM

### SAMEDI 2 JUIN

**RICKY NORTON**  
Rock'n roll swing

**LES OGRES DE BARBACK**  
Chanson française par quatre frères et sœurs inspirés par le rock et la musique tzigane

**KENT**  
Chansons



Mat. Jacob/Tendance floue

Kent.

### DIMANCHE 3 JUIN

**YIDDISHN TAM**  
Chants yiddish et musique klezmer

**JULIETTE GRECO**  
Chanson française



Imeli Jung

Juliette Gréco.

**ARCHIE SHEPP QUARTET**  
Jazz

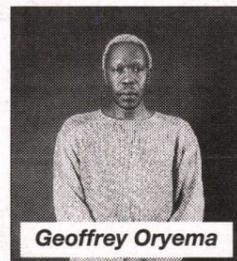


**ANNE ROUMANOFF**  
spectacle d'humour  
« A la Roumanoff »

### LUNDI 4 JUIN

**LES WRIGGLES**  
Humour musical

**GEOFFREY ORYEMA**  
Rock africain  
World music



Geoffrey Oryema

Et pour finir...

**LA FANFARE DES  
BOUDUS**

## AU THÉÂTRE DE VERDURE

**THE LITTLE BIG BAND**  
Blues Rythm'n blues

**ANNE-MARIE DELES**  
Chanson française  
Auteur-compositeur-interprète

**GERARD PITIOT**  
« Vu d'ailleurs et mots d'ici »  
Chansons et poésie francophone

**MUZ'NOUCH**  
Chansons françaises sur des airs musettes, manouches et tziganes

**MIDNIGHT JOKERS**  
Standards des années soixante-dix

**OYE EL GRITO**  
Salsa

**THÉÂTRE DU GROS  
BONHOMME**  
présente « Tant qu'il y aura des étoiles »  
Un Guignol pas comme les autres  
qui s'adresse à tous les âges

**Cie LES SCENOPHILES  
TRANQUILLES**  
dans « Réponse de la bergère  
au berger »  
Cabaret

**JOLIE MÔME**  
Chansons

**SABAYO**  
Chansons sociales

**THÉÂTRE DU GROS  
BONHOMME**  
« Tant qu'il y aura des étoiles »  
Spectacle de marionnettes

**JULIE DARNAL**  
Chanson française

**LA VIGIE DU PIRATE**  
Rock français

## AU CABARET

De nombreux chanteurs viendront animer cette scène pendant trois jours. Parmi eux, nous pouvons déjà citer **SABAYO, LA TROUPE DE DANSE KAHINA, le conteur RALPH NATAF, ORLANDO ROJAS** et le spectacle théâtral « **ENTRE NOUS, DEUX** », fantaisie cosmopolite.

Egalement parmi nous pour animer la fête :

**L'ORCHESTRE DE JEAN-CLAUDE GOMBAULT** et un spectacle permanent sur la scène de la Guinguette  
Dans la nuit de dimanche à lundi : **BAL ANIME PAR LE DJ Albert**

**MEETINGS AVEC ARLETTE LAGUILLER**  
samedi vers 17 h, dimanche et  
lundi vers 15 h sur la grande scène.

## DES DÉBATS

## Sous le chapiteau scientifique

Le spectacle audio-visuel aura pour thème cette année : « OGM, ESB, fièvre aphteuse : quels risques ? »

Ont annoncé à ce jour leur participation :

**Michel BECKERT** (INRA) : les OGM

**Max THIBAUT** (INRA) : qualité de l'eau et environnement

**Raphaël HAUMONT** : cuisine... chimie et physique

**Léonard GINSBURG** : dents et alimentation

**Michel MAURETTE** (CNRS) : les origines de la vie

**Anne-Marie BACON** (CNRS) : les origines de l'homme

**Guillaume LECOINTRE** (MNHN) : recherche fondamentale et recherche appliquée

**Marc PESCHANSKI** (INSERM) : clonage thérapeutique et clonage reproductif

**Luis VILLANUEVA** (INSERM) : cerveau et douleur

**Roland LEHOUCQ** (CEA) : le cosmos

## Sous le chapiteau Karl Marx

Parmi les historiens, écrivains et personnalités dans divers domaines qui animeront des débats à la fête, nous pouvons d'ores et déjà annoncer la présence de :

**Alice CHERKI**, psychiatre, a écrit un ouvrage sur Frantz FANON.

**Fatou DIOME**, auteur de « *La préférence nationale* » (Editions Présence Africaine), animera un débat sur « *les difficultés particulières des travailleurs étrangers, la violence silencieuse dans les petits boulots et les emplois domestiques.* »

**Jean-Luc EINAUDI**, auteur d'ouvrages sur la guerre d'Algérie, *Octobre 61* à Paris, pour un débat cette année sur le « *Vietnam, la guerre d'Indochine* », sujet de son dernier ouvrage.

**Jean-Paul GOUTEUX**, auteur de « *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais* » (1999 - L'esprit frappeur) et « *Un génocide secret d'Etat. La France et le Rwanda 1990-1997* » (Editions sociales).

**Stéphane KHADRI** et **Carlos RODRIGUER**, avocats, pour un débat sur les prud'hommes.

**Jean-Michel KRIVINE**, fera chanter des *chants révolutionnaires*.

**NGOVAN**, auteur de « *Vietnam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale* » et tout récemment « *Au pays de la cloche fêlée, tribulations d'un cochinchinois à l'époque coloniale* » où il relate son activité de militant ouvrier trotskyste dans l'Indochine coloniale (Editions L'Insomniaque).

**Denis PESCHANSKI**, animera un débat sur « *La police française sous l'occupation, Paris 1940-1944* ». Il est auteur d'un ouvrage collectif intitulé « *Les élites locales dans la tourmente. Du front populaire aux années cinquante* » (Editions du CNRS).

**Loïc WACQUANT**, universitaire sociologue, auteur de « *Les prisons de la misère* » (Editions Raisons d'agir) et « *Corps et âme, carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur* » (Editions Agone), animera un débat sur le thème « *La politique néo-sécuritaire : escroquerie intellectuelle, veulerie politique* ».

Des auteurs de romans noirs

**Michèle LESBRE**, dernier titre « *Nina par hasard* ».

**Claude AMOZ**, derniers titres « *Le caveau* » et « *Dans la tourbe* ».



## À JAZZ CITY

### SAMEDI 2 JUIN

**14 h** : Simone TASSIMOT chante les « songs » de Hanns Eisler et Kurt Weill, accompagnée au piano par Antoine-Marie MILLET

**16 h** : Big Band du XV<sup>e</sup> : Encore et à nouveau sur Count Basie, Duke Ellington

**18 h** : Septet en l'Air Jusqu'à et y compris Coltrane

**21 h** : Tala, jazz celtico-berbère

### DIMANCHE 3 JUIN

**10 h** : Breakfast Blues ; lard grillé, café chaud, guitare, harmonica, saxo et piano. Venez avec vos instruments.

**12 h 30** : Jean-Paul Millier, piano solo

**14 h** : Roue Libre, trio piano, basse, batterie

**16 h** : Soledad, quartet hard-bop

**17 h 30** : Jef Sicard (saxophones) en duo avec Achille Gajo (piano)

**19 h** : Big Band de Richard Raux et Pascal Bivalski (17 musiciens)

**A partir de 20 h** : Jam Session animée par Jef Sicard avec les musiciens qui ont joué l'après-midi et les amis de passage

Bal jazz (musique enregistrée) à partir de 23 h

### LUNDI 4 JUIN

**10 h** : Breakfast Blues ; p'tit déj'en musique. Tous musiciens bienvenus.

**12 h 30** : Brunch musical (musique classique)

**14 h** : Kidney Brothers (New Orleans)

**17 h** : Daniele Vigilucci - Italian Moods (Be bop al dente)

**18 h 30** : La Quincaille, conte musical en jazz

## Deux cinémas permanents

La carte d'entrée de la fête donne accès gratuitement à tous les spectacles : ceux qui se déroulent sur les différentes scènes de la fête, mais également aux projections qui se déroulent dans les deux cinémas permanents.

Voici les titres des films dont la projection est dès à présent annoncée :

**Kippour**  
d'Amos Gitai

**Lumumba**  
de Raoul Peck

**Bread and Roses**  
de Ken Loach

**Billy Elliott**  
de Stephen Daldry

**Liste d'attente**  
de Juan Carlos Tabio

**Marie Line**  
de Mehdi Charef

**Capitaines d'avril**  
de Maria de Medeiros

**Le cercle**  
de Jafar Panahi

**N.O.M.** (sur le Sierra Leone)  
de Philippe Diaz

**Girlfight**  
de Ka ryn Kusama

## Place aux jeunes

Pour les presque grands, il y aura à la Place aux Jeunes de la magie et beaucoup de gaieté grâce aux tribulations et aux sculptures de ballons du CLOWN MABOUL, le dimanche et le lundi.

Le dimanche et le lundi, à 14 heures, 16 heures et 18 heures, FLUO viendra faire son spectacle. Place au rire et à la fantaisie !



## POUR VENIR À LA FÊTE...

### • de Paris

#### Cars gratuits

Depuis la Porte de la Chapelle, des autocars gratuits font la navette avec l'entrée de la fête. Les départs ont lieu environ toutes les vingt minutes. Les premiers départs ont lieu le samedi 2 juin, à 11 heures ; le dimanche 3 juin et le lundi 4 juin, à 8 heures.

#### Trains payants

Depuis la Gare du Nord. Descendre à la gare de Presles, qui se trouve à moins d'un kilomètre de l'entrée de la fête. Et en voiture bien sûr, en suivant l'itinéraire fléché depuis la Porte de la Chapelle. Mais attention aux embouteillages et aux difficultés de parking !

### • de province

De nombreux départs collectifs sont organisés, en car ou en train, depuis les villes de province, pour se rendre à la fête de Lutte Ouvrière. Voici les premiers rendez-vous de départ communiqués par les camarades des villes de province :

CHAMPAGNE  
REIMS

samedi, 8 h, parking Clairmarais, derrière la gare SNCF

RÉGION CENTRE  
LIMOGES

samedi, 5 heures, parking en haut du Champ-de-Juillet

VIERZON

samedi, 7 h 15, parking du stade R.-Barran

BOURGES

samedi, 6 h, parking du centre nautique

ORLEANS

samedi, 8 h, parking du centre commercial Emile-Zola, rue Emile-Zola

NEVERS

samedi, 6 h, parking de la Maison de l'Agriculture

CHÂTEAUXROUX

samedi, 6 h 30, parking de l'Escale

MONTARGIS

samedi, 7 h 30, place du Pâtis, devant La Poste

## ACHETEZ VITE VOTRE CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée coûte 75F sur place pour les trois jours. Mais si vous l'achetez à l'avance auprès de nos militants ou en écrivant à l'adresse de notre journal, vous la paierez 50F seulement.

## 20% DE RÉDUCTION AVEC LES BONS ACHETÉS AVANT LA FÊTE

Si vous achetez à l'avance, auprès de nos militants ou en nous écrivant, des bons vendus 8F, ils vous donneront un pouvoir d'achat de 10F dans la fête. A ne pas manquer.

Vous pouvez adresser vos commandes à :

LUTTE OUVRIERE  
BP 233  
75865 PARIS  
CEDEX 18

Chèques : à l'ordre de LUTTE OUVRIERE

Italie

# LA VICTOIRE DE LA DROITE BERLUSCONIENNE, BIEN PRÉPARÉE PAR LE CENTRE-GAUCHE



«Des villes plus sûres», promet Berlusconi.



Et Rutelli (centre-gauche) va dans le même sens : «La sécurité est un droit de tous, la garantir est mon devoir. Certitude de la peine, non au racket des clandestins, justice plus rapide et plus sûre.»

## LA «MAISON DES LIBERTÉS» DE BERLUSCONI

Au sein de la coalition que dirige Berlusconi, appelée la «Maison des libertés», on trouve d'abord le parti de Berlusconi lui-même, Forza Italia. Fondé en 1993, lancé à peu près comme une marque de lessive, au moment où les scandales et les enquêtes des juges de l'opération «mains propres» entraînaient l'écroulement des partis jusqu'alors au pouvoir, la Démocratie-Chrétienne et le Parti Socialiste, Forza Italia («Allez l'Italie») a pris pour nom le slogan des supporters dans les stades, rappelant que Berlusconi est aussi le patron du club de football Milan AC. Il a permis de recycler bon nombre de politiciens et de notables, en y ajoutant un certain nombre d'arrivistes ou même de mafieux.

Et puis, peu avant les élections, chaque électeur a reçu à domicile un magazine en quadrichromie, intitulé «Une histoire italienne» et retraçant la vie du «cavaliere» (le chevalier... rien que ça!) Berlusconi: en famille, dans sa villa, avec ses fleurs, avec ses chiens, un homme simple, un homme humble, qui a réussi avec ses mains, qui ne doit ses milliards qu'à ses efforts, injustement persécuté mais jamais découragé, voilà l'histoire digne de la bibliothèque rose dont chacun a pu prendre connaissance...

Toujours dans cette «Maison des libertés», on trouve l'Alliance Nationale de Gianfranco Fini. Elle n'est autre que l'ancien parti néo-fasciste qui, désireux d'emprunter plus vite les allées du pouvoir, a décidé de se donner un air respectable en déclarant le fascisme «dépassé»... sans pour autant le renier: il se déclare mainte-

nant seulement «post-fasciste». A la tête du deuxième parti de cette «Maison des libertés», le «post-fasciste» Fini apparaîtra aussi comme la deuxième tête politique du nouveau gouvernement italien.

Enfin, outre le Centre Chrétien Démocrate (CCD) de Casini, un des petits partis du centre entre lesquels la Démocratie-Chrétienne a éclaté, la «Maison» Berlusconi a aussi réussi à s'allier la Ligue du Nord d'Umberto Bossi. Ce parti est né il y a quelques années autour d'un discours électoral xénophobe, raciste, dressant le Nord de l'Italie contre le Sud présenté comme un poids mort pour le reste du pays, prônant l'autonomie du Nord, voire son indépendance pour que celui-ci n'ait pas à payer pour entretenir les Méridionaux présentés comme autant de paresseux vivant aux crochets de l'Etat.

La date du dimanche 13 mai 2001 laissera sans doute un goût amer à bien des travailleurs, bien des militants ou simplement des électeurs de gauche italiens qui ont assisté ce jour-là à la victoire de Silvio Berlusconi et de la coalition qu'il dirige.

Berlusconi, ce magnat de l'audiovisuel qui est paraît-il la quatorzième fortune mondiale, c'est en effet un symbole. Sa face souriante qui s'étale depuis des mois sur tous les panneaux d'affichage du pays semble incarner l'arrogance et le cynisme de l'argent-roi. C'est l'homme qui parce qu'il peut brasser des milliards se croit prédestiné à diriger un pays, qui proclame sans la moindre gêne que c'est celui qui «fait du fric» qui a raison et que toute tentative de mettre le nez dans ses affaires pas bien propres est une insupportable atteinte à la liberté individuelle de l'entrepreneur. C'est l'homme qui parti de sa réussite dans l'immobilier a pu se payer un empire audiovisuel, un club de football et finalement le gouvernement d'un pays. Le fric au pouvoir, sans gêne et sans fard, voilà ce que symbolise au fond, pour beaucoup, la victoire de Berlusconi.

Et puis c'est un triste ramassis de politiciens que l'on trouve autour de Berlusconi, et bien sûr sa victoire électorale signifie que les idées réactionnaires ou simplement imbéciles que colportent ces différents personnages n'ont pas suscité de haut-le-cœur chez bien des électeurs.

Pourtant cette victoire électorale, si on la compare aux résultats des élections législatives précédentes, en 1996, ne représente pas un grand déplacement de voix vers la droite. La victoire de la gauche en 1996 résultait du fait que la Ligue du Nord s'était présentée seule, n'acceptant pas de rejoindre l'alliance constituée autour de Berlusconi. Ainsi le système majoritaire avait joué en

faveur de la gauche même si celle-ci était minoritaire en voix.

Alors même si l'on comprend et partage le sentiment d'amertume que peut entraîner la victoire d'un Berlusconi, il faut d'abord se demander ce que la gauche ou plutôt le centre-gauche, au gouvernement depuis cinq ans, a fait pour donner à la population, et d'abord à ses couches les plus populaires, des raisons de voter pour lui.

### UN «OLIVIER» ATTENTIF AUX SOUHAITS PATRONAUX

L'alliance de gauche, reconstituée comme en 1996 sous le nom de «L'Olivier», avait choisi comme figure de proue Francesco Rutelli. Ex-dirigeant du Parti Radical, passé au parti des Verts en 1989, élu maire de Rome en 1993, cet élégant personnage bon chic-bon genre était considéré comme apte à séduire l'électorat modéré, mais certes pas l'électorat populaire. Les affiches électorales de Rutelli, proclamant la nécessité de la lutte pour la sécurité et son engagement à mettre à la raison les «délinquants» faisaient le pendant aux campagnes électorales de la droite accusant l'immigration de tous les maux du pays. Par contre, on pouvait chercher à la loupe, dans cette campagne, les engagements sociaux de la coalition de centre-gauche: il n'y en avait pas, ou plutôt il y avait des engagements... à l'égard du patronat.

En mars dernier, en pleine campagne électorale, la Confindustria, équivalent italien du MEDEF, avait

tenu une assemblée sur la «compétitivité» et exprimé ses souhaits à l'égard du gouvernement à venir: réduction de la pression fiscale, «réforme» des retraites et du marché du travail (c'est-à-dire feu vert aux licenciements), «réforme» de l'administration, relance des privatisations... A ces demandes de la Confindustria, toutes axées autour de la réduction des charges patronales et de la flexibilité accrue des travailleurs, Rutelli tout comme Berlusconi avaient répondu positivement, au nom bien sûr des impératifs de compétitivité de l'économie du pays.

Et puis les travailleurs italiens pouvaient aussi faire le bilan de cinq années de gouvernement «de gauche», marquées par les privatisations, la multiplication rapide des emplois précaires, le blocage des salaires, les attaques contre les retraites, la flexibilité des horaires, la dégradation générale des conditions de travail tandis que les profits patronaux et la spéculation boursière explosaient. Tout cela dans une atmosphère générale de consensus, les dirigeants syndicaux ne refusant rien ni à ce gouvernement, dit ami des travailleurs, ni au patronat. La principale formation politique au sein de «L'Olivier», les DS (démocrates de gauche), c'est-à-dire en fait l'ex-Parti Communiste Italien, n'étaient-ils pas les premiers, depuis des années, à chanter les vertus du «marché» et du capitalisme libéral? N'est-ce pas le dirigeant des DS, D'Alema, qui proclamait triomphalement il y a quelques mois, devant un parterre de patrons, que l'ère «du poste de travail fixe» était révolue, au pro-



La campagne xénophobe de la Ligue du Nord : «Stop aux clandestins».

## «RIFONDAZIONE DANS LES

La seule opposition de gauche apparaissant dans ces élections a été celle du Parti de la Refondation Communiste, le PRC, autrement dit Rifondazione Comunista.

Pendant toutes ces années de «centre-gauche» au pouvoir, la politique de «Rifondazione» a cependant été plus qu'ambiguë. De 1996 à 1998, il a participé à la majorité parlementaire du premier gouvernement de «L'Olivier», celui de Romano Prodi. Il a voté notamment, un certain nombre de lois qui ont permis la précarisation du marché

du travail, entre autres l'introduction du travail intérimaire.

Rifondazione est cependant sortie de la majorité gouvernementale à l'automne 1998, non sans le payer du prix d'une scission: la fraction du parti plus favorable au soutien au gouvernement, autour de Cossutta, a alors formé le PdCI (Parti des Communistes Italiens), qui a d'ailleurs eu des ministres dans les gouvernements suivants, ceux de D'Alema et Amato.

Enfin, dans ces élections, Rifondazione avait choisi vis-à-vis de la coalition de centre-gauche de «L'Olivier», dont elle ne faisait pas



La démagogie de Berlusconi : « Un président ouvrier pour changer l'Italie »

fit de la flexibilité généralisée ?

## DES PERSPECTIVES OUVRIÈRES À RECONSTRUIRE

En matière de droits ouvriers, de salaires, de retraites, le bilan du centre-gauche au gouvernement est un bilan de démolition de bien des conquêtes sociales. Et les idées du « marché », du libéralisme, de la toute-puissance patronale, toutes ces valeurs, si on ose dire, qui triomphent en Berlusconi, c'est bien la gauche au gouvernement qui les a défendues depuis des années — avant même d'arriver effectivement au gouvernement en 1996. Ce sont ses dirigeants eux-mêmes qui ont mis ces idées dans la tête d'une partie de leur public, démoralisant une grande partie des militants des partis de gauche et des syndicats. Au point que le seul faire-valoir de la gauche, dans cette campagne électorale, était justement Berlusconi : le personnage soulève un tel dégoût qu'il a redonné à l'électorat de gauche quelques motivations de voter pour la coalition dirigée par Rutelli, quitte à se pincer le nez. Et le seul contenu de la campagne de celui-ci a été, justement, de dénoncer le péril totalitaire représenté par Berlusconi et de présenter, en fait, le centre-gauche comme un moindre mal.

Au sein de la coalition de centre-gauche, les DS payent d'ailleurs le prix de leur politique. Ils se retrouvent avec un de leurs plus faibles résultats électoraux : 16,6% contre 21,1% en 1996, tandis que leurs partenaires plus à droite, petits partis du centre coa-

lisés autour de Rutelli, sortent renforcés électoralement de l'affaire.

Il y aura donc sans doute maintenant des règlements de comptes au sein des DS, des tentatives des partis de gauche de se refaire, dans l'opposition à Berlusconi, une virginité politique. Mais l'expérience montre que, pour se défendre des attaques patronales et imposer leurs droits, les travailleurs italiens ont mieux à faire qu'à s'en remettre à des Rutelli, à des D'Alema ou à leurs semblables. Il est d'ailleurs une leçon dont il est à souhaiter qu'elle ne soit pas oubliée : en 1994, lors d'un premier gouvernement Berlusconi, les attaques de celui-ci contre les retraites avaient déclenché le plus grand mouvement de manifestations et de grèves de ces dernières années. Berlusconi avait dû abandonner son projet... qui fut remis en chantier quelques mois plus tard par le gouvernement qui l'avait remplacé avec l'appui de la gauche, et cette fois porté à son terme.

Alors, contre les projets de Berlusconi et de la Confindustria, les travailleurs italiens ont toutes les possibilités de se battre avec leurs moyens, leurs armes de classe, en utilisant leurs forces dans les entreprises et dans la rue. Et il leur faudra cette fois savoir garder ces armes, malgré les bureaucrates syndicaux qui les trahissent depuis des années, et les utiliser, tout aussi bien que contre Berlusconi, contre les hommes à la Rutelli ou D'Alema qui ne manqueront pas de revenir quand celui-ci sera trop discrédité.

André FRY

## COMUNISTA » ÉLECTIONS

partie, une attitude de demi-soutien, appelée pour l'occasion « non-belligérance ». Elle consistait à ne pas présenter de candidats au scrutin majoritaire par circonscription qui concernait l'élection des trois quarts des députés. Cela revenait à appeler, sans le dire, à voter pour les candidats de centre-gauche pour ne pas être accusée de faciliter la victoire de la droite en divisant les voix de gauche.

En revanche, le dernier quart des députés étant élus au scrutin proportionnel, Rifondazione avait présenté ses listes pour ce scrutin, recueillant 5% des voix, soit 11 députés.

Le PdCI de Cossutta, lui, n'a obtenu qu'1,7%, et n'a pas d'élus au scrutin proportionnel car il ne dépassait pas la barre exigée de 4%. En revanche, le PdCI a 9 élus au scrutin majoritaire, la coalition de centre-gauche lui ayant réservé certaines circonscriptions.

Ces résultats en tout cas sont à comparer à ceux de 1996 : avant la scission donc, Rifondazione comunista avait alors recueilli 8,6% des voix. La pression du vote majoritaire, ou l'abstention, se sont fait sentir sur cet électorat puisque la somme de Rifondazione et du PdCI n'était plus que de 6,7% ce 13 mai.

## Espagne



Quelques jours avant le vote, Aznar et Mayor Oreja (PP) se comportaient déjà comme s'ils avaient gagné. Ils en ont été pour leur frais, car les électeurs n'ont pas approuvé leur politique du « tout répressif ».

## APRÈS LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT BASQUE

**Les élections au Parlement régional du Pays Basque du dimanche 13 mai ont été marquées par le succès de la coalition nationaliste modérée constituée par le PNV (le Parti Nationaliste Basque) et un autre parti de moindre importance connu sous le sigle EA (Eusko Alkartasuna, Solidarité basque).**

L'augmentation du score de cette coalition nationaliste conservatrice, hostile au terrorisme, va de pair avec un important recul de la coalition nationaliste indépendantiste Euskal Herritarok (Citoyens basques) liée à l'ETA qui n'obtient plus que 7% des voix au lieu des 14 ou 15% qu'elle avait atteints lors de divers scrutins. Elle avait même obtenu 17,9% en 1998 à une période où les dirigeants de l'ETA avaient décidé la trêve de leur politique terroriste et le recul actuel sanctionne incontestablement le fait que depuis la fin de l'année 1999 le bilan de la reprise des attentats s'élève à 30 morts.

Mais le fait le plus marquant de ces élections au Parlement régional basque est aussi incontestablement l'échec de la politique du Parti Populaire (PP) qui est au pouvoir à Madrid et qui avait fait le pari de conquérir, moyennant une alliance avec les socialistes, la majorité au Parlement basque en évinçant du pouvoir le PNV qu'il accuse de faiblesse vis-à-vis du terrorisme et de complicité vis-à-vis des indépendantistes.

Depuis plus d'un an les dirigeants du Parti Populaire (PP) ont affirmé leur volonté de reprendre la situation en main au Pays Basque en liquidant l'ETA, et en installant à la tête du gouvernement basque un homme qui symbolise le pouvoir de Madrid, Mayor Oreja qui n'a quitté son poste de ministre de l'Intérieur de l'Etat espagnol (donc responsable entre autres de la répression au Pays Basque) que pour faire campagne au Pays Basque dont

il est originaire.

Le PP n'a reculé devant aucune pression, devant aucun chantage vis-à-vis du PNV. Ses dirigeants ont tenté d'entraîner des intellectuels de droite, des personnalités, créés des associations, organisé des mobilisations. Ils ont en partie entraîné dans leur sillage les dirigeants socialistes, ceux de Madrid, comme ceux du Pays Basque. Mais leur stratégie a finalement échoué. Et il suffisait de voir à la télévision les visages déconfits de Mayor Oreja du PP pour mesurer l'ampleur de la déception de ces politiciens qui ont cru que la reprise des attentats par l'ETA allait leur donner l'occasion de régler par la manière forte non seulement le problème du terrorisme mais aussi d'imposer plus fermement au Pays Basque les choix des dirigeants de l'Etat espagnol.

Toujours est-il que dimanche soir 13 mai les dirigeants du PP, même s'ils se félicitaient de la baisse des scores des radicaux liés à l'ETA, ne cachaient pas leur dépit. L'un d'eux affirmait : « Ils tuent le président de notre Parti en Aragon (allusion à un récent attentat), ils mettent une bombe à Madrid et les nationalistes nous balaient... Je ne comprends rien ». Mais c'est que le PP, le gouvernement de Madrid et les socialistes ont parié sur une politique d'affrontement avec les nationalistes basques, utilisant démagogiquement les assassinats de l'ETA, manipulant les images à la télévision, présentant les élus du PP et du Parti Socialiste du Pays Basque (PSE) comme des personnes traquées et menacées et traitant de nazis tous ceux qui étaient partisans d'une politique de concertation avec les indépendantistes. Ils s'en sont pris à la langue basque, ils ont accusé le gouvernement basque de manipuler la conscience des enfants dans les écoles basques. Ils n'ont pas caché que pour en finir avec l'ETA, ils choisissaient de s'en prendre à tous les nationalistes et d'éliminer de la scène politique tous ceux qui coopéraient avec les indépendantistes et préconisaient la construction d'un Pays Basque sou-

verain exigeant le respect du droit à l'autodétermination.

Les résultats du scrutin du 13 mai viennent d'apporter une nouvelle fois la démonstration que le choix des dirigeants de Madrid — non seulement ceux du PP, mais aussi ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis la fin du franquisme, c'est-à-dire depuis 25 ans — sont par leur refus de donner une issue politique au problème basque les premiers responsables de la situation au Pays Basque. Une situation grave où l'ETA paraît s'approprier à multiplier les actes terroristes. Une situation qui pèse sur la société basque en la divisant sur le problème des aspirations nationalistes alors que, dans la région, comme dans le reste de l'Espagne, les problèmes des classes populaires sont ceux qui découlent des choix qu'imposent le patronat et les capitalistes de toutes les régions.

Des choix qui font que l'ouvrier des hauts fourneaux ou ceux des chantiers navals du Pays Basque sont dans le même camp social que ceux des travailleurs de la Sintel qui campent depuis des mois sur l'avenue de la Castellana à Madrid parce qu'ils veulent recevoir leur salaire ou que l'ouvrier des grands magasins Corte Inglés licencié pour avoir pris un jus de fruit pendant ses heures de travail.

Partisans de l'indépendance du Pays Basque ou partisans d'un rattachement à l'Espagne, ouvriers du Pays Basque ou d'autres régions, les travailleurs ont des ennemis communs, les capitalistes, les états-majors des partis comme le PP, le Parti Socialiste d'Espagne (PSOE) mais aussi ceux des partis nationalistes au pouvoir en Catalogne ou au Pays Basque. Ils ont aussi des intérêts communs à imposer tous ensemble à ceux qui les exploitent et leur imposent le chômage, les bas salaires et la précarité.

B.S.

## Péchiney Marignac (Haute-Garonne)

# « RODIER AU PANIER, LE POUVOIR AUX SALARIÉS! »

Les salariés de l'usine Pechiney de Marignac, en Haute-Garonne, sont restés fortement mobilisés contre le projet de fermeture de l'usine. Le mercredi 9 mai, ils étaient à la tête d'une manifestation de 1 500 personnes à Saint-Gaudens, sous-préfecture de Haute-Garonne. Dès le lendemain, ils étaient à une centaine à Paris-La Défense pour empêcher la tenue du CCE dont l'ordre du jour devait aborder la fermeture de l'usine.

Le premier temps fort de la semaine a été la manifestation du 9 mai, jour de débrayage dans toutes les usines de l'électrometallurgie des Pyrénées, à Saint-Gaudens. Des délégations de ces usines étaient présentes. Mais la manifestation rassemblait bien au-delà des travailleurs de Pechiney. On pouvait noter la présence d'une délégation de Tembec (l'usine de pâte à papier de Saint-

Gaudens) derrière leur banderole. De nombreuses écoles étaient également en grève et fermées comme à Montréjeau. Bref, il y avait du monde derrière les travailleurs de Pechiney tant c'est toute une région qui est sacrifiée sur l'autel du profit des actionnaires.

Dès le début de la manifestation, le ton était donné par une visite à la chambre de commerce.

Le sous-fifre de service en a pris pour plus que son grade, les salariés de Pechiney dénonçant la complicité du patronat local avec leur direction.

Puis, ce fut le tour de la mairie, qui bien que « maison du peuple », était fermée à double tour. Il faut dire que la nouvelle équipe municipale de droite compte dans ses rangs un adjoint à qui, dans les projets de la direction, aurait été confié le plan de reclassement... Une délégation a

finalement été reçue, avec les résultats que l'on imagine. A la sortie, un délégué déclarait que « si Péries s'occupait de l'usine, les salariés s'occuperaient de lui! »

La manifestation s'est finalement rendue à la sous-préfecture. Là, les salariés ont pu dénoncer auprès du sous-préfet l'irresponsabilité de la direction qui n'assurait plus la sécurité du site.

C'est en sortant de cette entrevue que les salariés ont annoncé leur intention de se rendre à Paris pour obtenir l'annulation du CCE. Là, dès leur arrivée, les ouvriers de Pechiney furent encadrés par les CRS.

Mais cela ne les empêcha pas d'arriver à temps sur place. D'autres CRS occupaient les tours Pechiney de la Défense. Finalement, ils restèrent deux jours à la capitale et obtinrent l'annulation du CCE.

A l'heure où nous écrivons, les travailleurs ont repris le travail. Mais déjà la journée du 22 mai qui doit voir une convergence des salariés des usines Pechiney des Pyrénées sur Saint-Gaudens se profile. Et les rues de la sous-préfecture de la Haute-Garonne n'ont pas fini d'entendre à propos de Rodier, le PDG du groupe Pechiney : « Rodier! Fumier! Le pouvoir aux salariés! »



## Hôpital de Grenoble

Dans l'unité B du service de Gastrologie de l'hôpital Michalon à Grenoble, il n'y a plus d'interne depuis un mois et la situation n'a aucune chance de s'améliorer dans le semestre à venir. Face à cela, la direction a purement et simplement fermé les vingt lits de l'unité. Les malades ont été déplacés dans des services qui pouvaient les accueillir. Quant au personnel, il a dans un premier temps, en guise de protestation, refusé d'être déployé dans d'autres services, mais il a dû finalement s'y résoudre.

Le problème de fond réside, d'une part, dans la pénurie endémique d'internes à l'hôpital organisée par le ministère et, d'autre part, dans le refus de l'hôpital d'ouvrir des postes de médecins des hôpitaux aux internes qui finissent leur spécialité. De plus, il n'y a pas assez de personnel, toutes catégories confondues, alors que la charge de travail ne cesse de s'accroître.

L'an dernier déjà, le problème du manque d'internes s'était posé, et des médecins avaient été recrutés à l'étranger, pour des horaires

interminables et des salaires minables. Cette année, le ministère recommande de faire la même chose, mais l'instance régionale de la Santé, la DRASS, fait blocage, prétextant que la situation du CHU n'est pas catastrophique, contrairement à celle des petits hôpitaux du département!

Dans l'unité voisine, la Gastro A, devant l'affluence des malades du B, la solution adoptée consistait à sélectionner les nouveaux malades selon le degré d'urgence. Aux problèmes de la Gastro,

on pourrait ajouter ceux de la Rhumatologie, qui tourne grâce à du personnel soignant intérimaire, ceux de l'Accueil chirurgical, qui n'a pas d'interne depuis très longtemps, ceux de la Pneumologie, qui ferme des lits dans ses trois unités!

Ainsi la fermeture de lits est devenue un moyen de gérer la pénurie de personnel, qu'il soit médical ou paramédical.

Dans la semaine qui a suivi le mercredi 2 mai, le personnel de la Gastro, rejoint par d'autres, s'est

réuni pratiquement tous les jours pour préparer la protestation contre cette situation. Le jeudi 10 mai, un rassemblement du personnel hospitalier des services touchés, internes et médecins compris, a réuni une centaine de personnes devant le bâtiment de la direction. Radio, journaux, télévisions étaient là. D'autres actions sont prévues, en particulier pour alerter la population au sujet de cette situation scandaleuse et contraindre la direction à embaucher!

## SNCF Paris Nord

# Des cartes Orange à prix réduit... qui font voir rouge!

Suite aux grèves du mois dernier, la direction de la SNCF a décidé, à « titre commercial », d'appliquer des réductions sur les cartes Orange du mois de mai : 15% pour les cartes 1-3 ou 2-3 et 30% à partir de la quatrième zone. Mais elle a vraiment tout fait pour empêcher les voyageurs d'en profiter.

Tout d'abord, la décision a été prise très tardivement et nombre de voyageurs avaient déjà pris leur carte. Enfin, la SNCF a décidé que cette carte à prix réduit ne pouvait être achetée ni dans un guichet RATP ni dans aucune gare parisienne ou de zone 2.

Du coup les voyageurs habitant Paris ou la proche banlieue mais travaillant en grande banlieue devaient d'abord prendre un ticket plein tarif pour la grande ban-

lieue pour avoir le droit d'acheter leur coupon de carte Orange. Allez expliquer cela à des files de voyageurs qui doivent prendre leur train dans la minute qui suit! Enfin pour ceux qui avaient par dépit acheté un billet et un coupon plein tarif, il est prévu qu'ils puissent être remboursés. Mais alors, il faut qu'ils présentent toutes sortes de justificatifs de domicile, leur coupon du mois d'avril (souvent déjà transmis à l'employeur), etc. Un vrai parcours du combattant!

En conclusion, des voyageurs en colère trimbalés de gare en gare et de service en service, et des cheminots noyés sous les réclamations et les noms d'oiseaux. Et pourtant, il paraît que c'était un cadeau!

Correspondant LO

## Fouquereuil (Pas-de-Calais)

# PROTESTATION CONTRE LE TRANSPORT DES DÉCHETS

Le 9 mai, des habitants de Fouquereuil (Pas-de-Calais) ont bloqué quelques heures la circulation à proximité de la gare du fret ferroviaire. Ils protestaient contre le transport par la route des déchets ménagers provenant de Dunkerque jusqu'à la décharge d'Hersin-Coupigny. Depuis deux ans, ils ont dû supporter le bruit, les dangers de la circulation occasionnés par les six trajets journaliers effectués par trois camions. Les odeurs aussi, parce que, pour faire des économies, les conteneurs remplis d'ordures ménagères ne sont pas clos.

Depuis 1991, les dirigeants de la Communauté urbaine de Dunkerque savaient que leur incinérateur n'était pas

aux normes antidioxine exigées par la Communauté européenne. Mais ils n'ont pas fait effectuer les travaux nécessaires dont ils estimaient le coût trop élevé.

Aussi, en juin 1998, après une enquête ministérielle qui mettait à jour un taux très élevé de dioxine, l'incinérateur fut fermé en catastrophe et les déchets bientôt expédiés à plus d'une centaine de kilomètres, dans une décharge choisie parce que moins chère que le service d'un incinérateur.

Devant la protestation des riverains, l'organisateur du déplacement des déchets, Delebarre, le président (PS) de la Communauté urbaine de Dunkerque, fait mine d'approuver leur manifestation, mais ne remet pas en cause le transport

lui-même.

Pour faire patienter la population, on explique à celle-ci dans la presse que le transport par route serait remplacé à l'horizon 2003 par un transport complet par rail, avec la remise en service de la ligne ferroviaire Bruay-Bully, fermée depuis 1976. Mais la réouverture de cette ligne n'est programmée, au mieux, que pour la mi-2005, selon les responsables de la région Nord-Pas-de-Calais. Soit même après la mise en place du nouvel incinérateur de Dunkerque prévue, elle, en 2004.

Si les riverains ne veulent pas subir cette situation pendant des années, ils doivent donc continuer à ne compter que sur leur détermination.

Thomson Toulouse

# LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Dans le milieu du « partenariat social » (comme aiment à se nommer parfois les dirigeants syndicaux concernés et le patronat) Thomson est considéré comme un laboratoire du « management social » ou, en termes moins choisis, de l'exploitation rationnelle du travail humain. Thomson est l'exemple même du tronçonnage d'un grand groupe en une jungle de sociétés et filiales, qui mettent de mieux se débarrasser des travailleurs quand le profit l'exige. Délocalisations, fusions, filialisations, suppressions d'emplois, sous-traitance et surtout sous-traitance des licenciements : la société Thomson, aujourd'hui Thales, en offre toute la palette... « Thomson est loin devant », comme l'exprimait un spot publicitaire. Loin devant pour les profits, mais les travailleurs, eux, sont laissés loin derrière. En 1985 déjà, l'ancien PDG Gomez affirmait, dans un show, qu'avec un marché moins porteur il entendait faire autant de profits. Ce qui fut dit, fut fait.

Voici ce que déclarait un certain Paul Calandra, directeur des ressources humaines et des affaires sociales de Thomson CSF en février 2000, dans le journal distribué à chaque employé : « Tout va bien. Les DRH de Thomson CSF sont les plus courtisés de la place de Paris. Ils le méritent bien puisqu'ils ont été formés par leurs syndicalistes, lesquels ont bien été aussi un peu changés par leur DRH.

Les syndicalistes de Thomson CSF sont les meilleurs de France parce que le groupe est ainsi fait que, même dans l'organisation de ses contre-pouvoirs, il ne connaît que l'excellence ».

Ceci explique sans doute que l'on ne parle pas de Thomson quand on évoque les plans de licenciements ! Et pourtant, il y en a eu, et beaucoup. Thomson est vraiment loin devant.

Pour ne pas remonter trop loin, Thomson CSF en 1981, c'était 80 000 personnes. En 1999 c'était 40 000, et, en fin 2000, 65 000 personnes, dont 8 sur 10 (salariés) n'étaient pas dans le groupe en 1990 !

Comment ce yoyo est-il possible ?

D'abord il y a l'organisation de la société en des dizaines de sociétés : en ce moment, 69 sociétés. La même société pouvant exister sur plusieurs sites géographiques : par exemple Sextant à Paris, Toulouse et Bordeaux.

Il y a donc des pôles ; sous les pôles, des branches d'activités ; sous les branches, des sociétés ; et sous les sociétés, des filiales.

## DES PÔLES D'ACTIVITÉS À GÉOMETRIE VARIABLE

Thomson CSF peut se séparer facilement par exemple d'un pôle d'activités qui ne l'intéresse plus. Dans le temps, elle s'est séparée du « médical » ; demain ce pourrait être par exemple le pôle « Technologies de l'Information et Services »... pour ne garder que les pôles « aéronautique » et « armement » et rache-

ter ailleurs des sociétés de l'aéronautique ou d'armement, ou créer des filiales communes avec un autre groupe : Alcatel, Aérospatiale, Racal (groupe anglais, racheté par Thomson en 2000), ou Siemens.

## DES ACTIVITÉS SOUS-TRAITÉES

Thomson CSF peut se séparer d'une activité. Ainsi, par exemple la Mécanique à Sartrouville, a été cédée au groupe Balluffet, avec promesses de leur sous-traiter la mécanique du groupe... Puis on a prétexté le prix ou autre chose, et Balluffet n'a plus de travail : un an après les travailleurs sont licenciés, non par Thomson mais par Balluffet !

L'autre exemple plus connu à Toulouse (car les travailleurs se sont battus) c'est Thomainfor, chargé de la maintenance informatique et revendu à un groupe anglais : un an après, c'était le dépôt de bilan avec 300 licenciements.

Ou encore la production de condensateurs à Dijon, vendue à un groupe AVX qui s'occupera de réduire les effectifs.

Autre exemple : l'ensemble des services reprographie du groupe Thomson sont sous-traités et les travailleurs sont « cédés » au sous-traitant, avec des conditions inférieures bien sûr... et tout en restant parfois dans l'entreprise.

Autre exemple encore, l'ensemble des standards téléphoniques du groupe est géré à Bordeaux, par un sous-traitant : vous pouvez toujours demander à la standardiste si elle n'a pas vu passer Monsieur Machin... vous n'aurez pas de réponse car la standardiste est à Bordeaux !

## DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES ET FILIALISÉES POUR ÊTRE VENDUES

Pour ne prendre que Toulouse, il y a eu quatre externalisations, c'est-à-dire

un déplacement géographique de l'activité. Ainsi l'activité appareils de mesures (60 personnes environ) a été transférée du quartier du Mirail à celui de Labège. Puis il y a eu filialisation de « l'externalisée » en une société indépendante. Et maintenant c'est la vente de cette filiale à l'anglais Livingston qui est en cours.

De même, Texen, bureau d'études, a été filialisé en janvier 2000, et a été revendu à Barco en janvier 2001 avec 130 personnes.

C'est aussi l'atelier des circuits imprimés usinés (CIU) qui a été cédé à un repreneur. L'atelier travaille quand même pour Thomson, mais les salaires sont 20% inférieurs, et les cadences, comme la discipline, insupportables.

## L'EXEMPLE DE THOMSON TSI TOULOUSE

Lorsque Thomson Services et Industries (TSI) a éclaté, on a vu toutes les procédures citées plus haut mises en œuvre.

Cela a été préparé de longue date par des artifices comptables et de gestion. Ainsi TSI a dû payer le prix fort à toutes les autres Thomson du groupe : pour la location du bâtiment à Thomson Gestion Immobilière (TGI) ; pour les achats à Thomintex ; pour l'informatique à Syseca ; pour la maintenance informatique à Thomson Facility Management (TFM) ; pour la réception et l'expédition encore à Thomintex ; pour le téléphone, le gardiennage, le nettoyage, les espaces verts encore à Thomson Gestion Immobilière (qui elle-même sous-traite à Onet, ou même à Thomson Facility Management !). Ainsi, TSI a payé durant plusieurs années plus d'une centaine de forfaits de téléphone à Thomson Facility Management par l'intermédiaire de Thomson Gestion Immobilière... pour des travailleurs qui étaient partis depuis longtemps.

Bien sûr toutes ces sociétés de

Thomson par lesquelles TSI passait faisaient du profit, pendant que TSI faisait de plus en plus de pertes. Jusqu'au but recherché : déclarer que TSI n'était pas rentable !

Après, il ne restait plus qu'à se débarrasser des travailleurs.

Après Texen, les appareils de mesure et les circuits imprimés, ce fut au tour de l'atelier de câblage. Et comme personne n'a voulu le reprendre, la direction a décidé de le fermer, mesure qu'Hélène Mignon, sénatrice PS, a trouvée justifiée car l'entreprise n'était pas « rentable »... On a vu comment ! Mais le groupe Thomson, lui, il est très rentable !

Quant aux responsables syndicaux, en excellents « partenaires sociaux », ils ont tout fait pour faire taire les travailleurs et empêcher toute publicité sur les licenciements de Thomson à Toulouse. Ils sont même allés jusqu'à proposer à la direction générale à Paris, une fermeture anticipée (décembre 2000, au lieu de 2001) en le justifiant ainsi auprès des travailleurs : « Nous pensions que vous alliez vous ennuyer »...

On parle moins de Thomson que de Danone ou de Marks et Spencer. Mais en décembre 1998, le PDG annonçait dans son journal *Thom News* la nécessité de 4 000 suppressions d'emplois dans le monde pour augmenter la marge des profits de 5,5% à 7% !

En mars 2000, il était content que le plan de restructuration commence à porter ses fruits : la rentabilité augmentait, les profits allaient continuer à progresser !

En septembre 2000, il s'auto-félicitait que 70% des départs avaient été réalisés.

Voilà comment un grand groupe est saucissonné en autant de sociétés qu'il est nécessaire, pour se débarrasser quand besoin est, de telle ou telle activité... et des travailleurs qui vont avec ! Et tout cela en catimini ! Thomson est vraiment loin devant.

Correspondant LO

# UN ZOMBIE DU TROTSKYSME

Le journal *Le Monde* (5 mai 2001) a ouvert ses pages « Horizon-débat » à un certain François Morvan qu'il présente comme ancien dirigeant de la LCR et animateur de la revue *Utopie Critique* pour un article intitulé « Les fantômes du trotskysme » et intégralement consacré à la critique de Lutte Ouvrière et de la LCR.

Effectivement François Morvan, militait sous le pseudonyme de Dietrich, au comité central de la LCR.

Quant à *Utopie Critique*, sa présentation Internet tient à nous apprendre que François Morvan en est membre du comité de rédaction ainsi que cancérologue de son état. Les rédacteurs de cette revue disent s'inscrire « dans la dynamique d'une gauche républicaine qui combinerait république politique et république sociale ». Ce n'est pas étonnant qu'elle soit citée sur le site du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement.

En ce qui concerne la LCR, ce qu'il en dit est pour le moins étonnant pour quelqu'un qui a été coresponsable de sa politique pendant de nombreuses années et cela, jusqu'à une période très récente.

« La pensée politique » de la LCR se serait « écroulée avec la disparition de l'URSS dont elle n'a compris ni les racines ni les conséquences », écrit-il. Pourtant à l'époque de l'éclatement de l'URSS, il y a presque dix ans, Morvan alias Dietrich était encore à la direction de cette organisation. A-t-il dormi au CC sans avoir conscience des événements durant tout ce temps ? A moins qu'au milieu des ruines de la pensée politique du comité central de la LCR, celle de Dietrich ait seule émergé telle un pic majestueux.

Il écrit aussi qu'il y a dans la LCR « rien de clandestin, un débat pluraliste interne et public, un brassage d'idées qui peut être sympathique et beaucoup de riches individualités ». Les « riches individualités », il doit estimer qu'il en était ! Quant au débat « public » il n'a guère révélé qu'à la tête de la LCR il y avait des gens professant les idées de Morvan.

L'un de ses reproches actuels envers la LCR est qu'au « nom d'une dogmatique antiétatique et antinationale, la LCR manifeste chaque fois qu'elle en a l'occasion son refus de peser sur sa famille, la gauche, pour qu'elle agisse ici et maintenant, c'est-à-dire dans le cadre d'une nation qui a depuis deux siècles symbolisé quels que soient ses avatars et ses dérivés, une démocratie "forte" ».

Une « dogmatique antinationale », à qui a-t-il emprunté ce langage ? Un refus d'agir « dans le cadre d'une nation qui a depuis deux siècles symbolisé, quels que soient ses avatars et ses dérivés, une démocratie "forte" ».

Des « avatars », les massacres

d'ouvriers de juin 1848 et de la Commune ? Des « avatars », les massacres des guerres coloniales de l'impérialisme français à la conquête de l'Afrique noire et de l'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle ! Des « avatars » la guerre du Rif contre les tentatives d'indépendance du Maroc ? Des « avatars » en Indochine, l'ignominie du travail forcé dans les plantations d'hévéas au profit de la famille Michelin accompagné de sévices corporels et sous la menace du sinistre baigne de Poulo Condor. Un « avatar » la guerre d'Indochine ! Autres « avatars » les tortures et exécutions sommaires de la guerre d'Algérie...

Des propos qui ne sont pas sans rappeler d'autres « détails » de l'histoire, décidément bien curieux sous la plume de quelqu'un qui a milité pendant des années à la direction de la LCR, qui s'affirme « section française de la IV<sup>e</sup> Internationale » !

Si Dietrich-Morvan arrive vraiment à concilier ses ex-idées internationalistes affichées, « dogmatiques » ou pas, avec ses nouvelles convictions nationales, ce n'est pas seulement un retournement de veste, c'est de la schizophrénie.

Mais le reproche essentiel que Morvan-Dietrich fait à la LCR c'est que « tout en se voulant « 100% à gauche », le trotskysme résigné de la LCR rejoint Lutte Ouvrière et sa société semi-secrète pour annoncer à l'avance que leur choix est fait : l'abstention au second tour de la Présidentielle de 2002, quelle que soit sa configuration. »

Décidément, ce qui remue Dietrich-Morvan, après François Hollande le secrétaire du Parti Socialiste, Jack Lang le ministre socialiste de l'Éducation et Daniel Vaillant le ministre socialiste de l'Intérieur, c'est le risque que l'extrême gauche nuise à Lionel Jospin au deuxième tour de la Présidentielle de 2002. C'est bien la première fois que cela leur fait aussi peur à tous, et c'est tant mieux !

De plus, Morvan-Dietrich était encore à la direction de la LCR quand il a cosigné, en avril 1999, une tribune dans *Le Monde* (encore une) pour prendre certes position contre les bombardements sur la Serbie, ni d'un point de vue internationaliste ou même humaniste mais du point de vue « souverainiste », mot à la mode pour désigner ce nationalisme décrié dont il reproche à la LCR de ne pas se réclamer et dont Chirac et Pasqua font leurs choux gras. La tribune portait d'ailleurs le titre de « Et la France dans tout cela ? ».

Parmi les cosignataires, il y avait Didier Motchane, vice-président du MDC (de Chevènement), Paul-Marie Couteaux, élu sur la liste Pasqua-De Villiers au Parlement européen et Henri Guaino, inventeur paraît-il de la formule « fracture sociale » pour le compte de Chirac.

On peut continuer le parcours de Morvan-Dietrich par son adhésion à la « Fondation Marc-Bloch » dont, d'après son secrétaire Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, la vocation est de « mobiliser les républicains des deux rives » (les deux rives, c'est évidemment la gauche et la droite !).

On se demande d'ailleurs, puisqu'il s'agit de mobiliser les républicains de gauche et de droite, pourquoi Morvan-Dietrich accuse la LCR et Lutte Ouvrière d'être coupables du crime de « l'abstention proclamée d'avance » qui serait « la politique du pire... » au deuxième tour de la Présidentielle. Apparemment son adhésion à ce groupe de « souverainistes » puis à sa direction, n'avait pas encore signifié la rupture avec la LCR, ni d'un côté ni de l'autre, puisque pour le comité central de la LCR des 5 et 6 juin 2000, une déclaration cosignée par lui défendait les « souverainetés nationales démocratiques » et, en passant, se félicitait de ce que « des personnalités gaullistes soi-disant inféquentables... se retrouvent parmi les promoteurs et les signataires » d'une résolution au Parlement européen contre la taxe Tobin (note de LO : il s'agit notamment de Pasqua).

Le 5 février 2000 Morvan-Dietrich ne critiquait encore la LCR que du dedans même s'il se plaignait « qu'on a fait de notre courant un ennemi qui s'est mis de lui-même en dehors du parti », se félicitant cependant que « fort heureusement, une majorité fidèle à une conception démocratique de l'organisation révolutionnaire a refusé la demande de notre exclusion ».

Par contre, la presse a fait état de sa présence à l'université d'été de l'an 2000 du Mouvement des Citoyens, où il a joué le rôle de l'interlocuteur privilégié du pasquien Paul-Marie Couteaux, le cosignataire de la tribune du *Monde* de 1999, venu en « voisin politique » y faire un discours (cf. *Libération* du 4 septembre 2000).

Chevènement, dans son discours à cette même université d'été, a invité « François Morvan et ses amis de l'Utopie Critique (...) à participer à cette entreprise. La république est le chemin par lequel leur exigence intacte pourra avan-

cer », en soulignant par ailleurs l'importance du « dialogue avec les républicains de l'autre rive » et en se félicitant de la présence de Paul-Marie Couteaux.

En ce qui concerne sa critique de Lutte Ouvrière Morvan-Dietrich ne se fatigue pas pour être original et répète des âneries qui traînent partout : « LO n'est pas un parti démocratique, c'est une mouvance de sympathisants organisés par le véritable parti qui, lui-même, n'apparaît jamais au grand jour, ne possède aucun siège public, dont les débats internes restent confidentiels. Ce mode d'organisation a sa logique : LO résume son programme politique à la répétition... de la Révolution d'Octobre 17 et des soviets, et bâtit à cette fin une organisation semi-clandestine préparant indéfiniment le grand soir ».

Quel est donc le parti qui n'aurait que des militants ou des adhérents et personne qui sympathise avec ses idées autour de lui sans y militer ou sans y adhérer ?

Morvan n'a peut-être pas beaucoup de sympathisants autour de lui, ce qui expliquerait sa recherche d'un point de chute au MDC, ou ailleurs, pour faire éventuellement une carrière politique, comme quelques autres, avant lui, l'ont fait.

Mais si le « véritable parti LO n'apparaît pas », pourquoi Morvan a-t-il, pendant des années (25 ans environ), milité à la LCR sous le pseudonyme de Dietrich (comme de nombreux militants et dirigeants de la LCR) ? Pour préparer le grand soir ? Pour que les militants de la LCR en l'envoyant au comité central ne sachent pas pour qui ils votaient ? Ou bien encore pour que ses confrères cancérologues ne sachent pas quel rôle il jouait à la tête de la LCR ? Depuis qu'il se place du côté de Chevènement, c'est sans doute bien plus respectable, selon lui, pour apparaître au grand jour.

Comment ferions-nous pour présenter des centaines, voire des milliers de nos camarades, systématiquement, aux élections depuis plus de 20 ans, en faisant en sorte que le « véritable parti n'apparaisse jamais au grand jour » ? Nous ne présenterions donc aux élections régionales, aux élections législatives, que des sympathisants et jamais nos dirigeants ? Dietrich-Morvan répète là ce qui a traîné dans la presse et traîne peut-être dans certains milieux de la LCR.

Pourtant, lorsqu'il était au comité central de la LCR il était bien placé pour savoir que les congrès de la LCR se tiennent essentiellement à huis clos. Au dernier de juin 2000, la moitié du temps du congrès s'est déroulé à huis clos. Ce n'est pas un reproche, mais il est évident que comme pour tout parti politique c'est dans les séances à huis clos, où personne n'est admis y compris la presse, que les discussions et les décisions les plus importantes se déroulent. Alors Lutte Ouvrière est moins hypocrite c'est tout, mais en plus des délégués élus dans les assemblées locales, plusieurs centaines de militants assistent à l'intégralité de nos congrès car il n'y a pas de huis clos pour eux.

Lutte Ouvrière n'a pas de siège public et la LCR en aurait un ! En réalité ni LO, ni la LCR n'en ont un à leur nom et, ni l'une ni l'autre, hébergées toutes deux par des sociétés commerciales, n'ont de plaque sur leur porte.

Lutte Ouvrière n'est pas à l'annuaire, mais la LCR non plus ! Pour s'en convaincre, il suffit de composer le 3611 au Minitel. Et à qui l'administration demanderait-elle des comptes de parti si nous n'avions pas d'adresse ? Bien sûr une adresse figure dans *Rouge* et pas dans *Lutte Ouvrière*, mais c'est simplement parce que nous ne pouvons recevoir, faute de permanents disponibles, que sur rendez-vous.

Nous pourrions ajouter un certain nombre d'autres exemples mais cela n'en vaut pas la peine. De toute façon, étant donné les amitiés politiques de Morvan-Dietrich, il a raison de reprendre sa véritable identité pour mieux abandonner un passé qui n'est peut-être d'ailleurs pas le sien car a-t-il jamais été trotskyste, c'est-à-dire communiste et révolutionnaire ?

Sur le fond Morvan-Dietrich, sûrement meilleur cancérologue — (il est ou était il y a peu chef de service dans un centre hospitalier, attaché de consultation dans un grand hôpital parisien et fait ou faisait quelques extras dans une clinique privée) — que politique, écrit : « Car l'électrice et l'électeur séduits par la dénonciation des abandons — hélas bien réels — de la gauche dominante, qui espéreraient voir dans les campagnes d'Arlette Laguiller un moyen de transformer la gauche et de la faire agir autrement, en seront pour leurs frais, Arlette Laguiller annonce ainsi à chaque campagne qu'elle va créer un nouveau « parti des travailleurs ». Elle s'adresse en particulier aux membres du Parti Communiste qui n'en peuvent plus de voir ce qu'il y a eu de meilleur dans l'espoir communiste dilapidé dans une sorte de néo-christianisme social, avalant une à une les couleuvres du libéralisme. »

Mais ce nouveau parti ne verra pas le jour : ce serait le risque pour les clandestins d'un trotskysme fantôme de se confronter à la réalité, et ce serait renoncer à la mythologie de la prise du Palais d'hiver. »

Morvan-Dietrich a appartenu pendant vingt-cinq ans à une organisation qui n'a pas brillé par sa réussite dans la construction d'un parti et, surtout, d'une « Internationale » qui n'ont vu le jour que « sur le papier ». Cela ne l'a pas empêché de dormir, et ne le fait pas s'interroger sur les militants et sympathisants qu'il aurait « séduits » lors du militantisme de sa vie antérieure.

Si Morvan, du temps où il s'appelait Dietrich, s'était réellement attelé à la construction d'un parti véritable et, a fortiori, d'une Internationale, il se serait rendu compte que ce n'est pas chose si facile qu'on puisse nous accuser de ne pas réussir.

En fait, il vaut mieux qu'il se soit consacré sérieusement à la cancérologie qu'à son violon d'Ingres « communiste révolutionnaire » séquelle post-soixante-huitarde.

Réédition  
en poche

Mai 1945: en France et dans ses colonies d'alors, on fête la victoire militaire contre l'Allemagne nazie. Après bien des péripéties, la bourgeoisie française s'est retrouvée dans le camp des vainqueurs.

En Algérie aussi, on fête cette victoire. Des militants nationalistes entendent utiliser les manifestations et les défilés prévus, pour affirmer publiquement que cette victoire de la liberté compte beaucoup d'exclus, à commencer par les peuples colonisés, dont le peuple algérien.

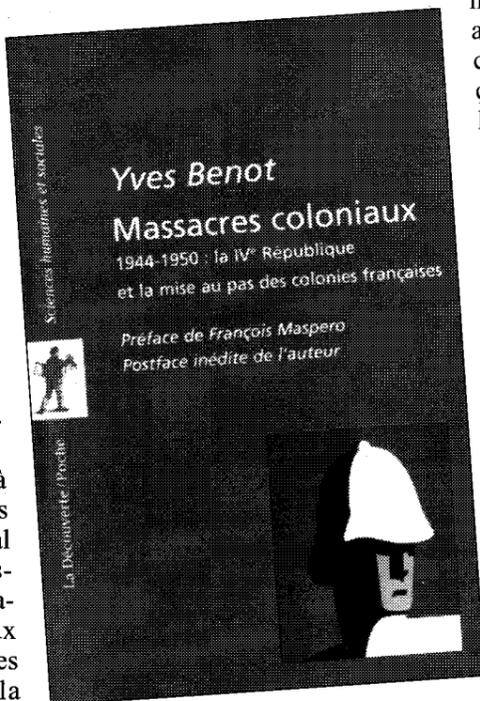
Dans l'Est algérien, à Sétif et à Guelma, les forces de l'ordre colonial tirent sur des manifestants qui arborent le drapeau algérien mêlé aux drapeaux des puissances alliées, provoquant la colère de la foule. Des Européens sont pris à partie et malmenés. L'émeute gagne toute la région. Des fermes de colons sont incendiées, des cars tombent dans des embuscades...

La répression de ces manifestations de mai 1945 fut terrible. Les Algériens furent bombardés. On a parlé de 45 000 morts. *Le Populaire*, quotidien du Parti Socialiste alors au gouvernement, en avoua tout juste quelques milliers. Il y eut aussi des milliers d'arrestations, 99 condamnations à mort dont 28 furent exécutées. Les autres prisonniers ne furent libérés qu'en 1962, à l'indépendance de l'Algérie.

Ces événements ainsi que d'autres, qui se sont déroulés à Haïphong au Viêt-nam en 1946, à Madagascar en 1947, en Côte-

## Massacres coloniaux de Yves Benot

1944-1950: la IV<sup>e</sup> République et la mise au pas des colonies françaises



promotion des intérêts économiques et politiques des classes riches, que ce soit en France même ou dans les colonies.

Yves Benot rappelle comment, à droite et à gauche, dans les premières années de la IV<sup>e</sup> République, tous les partis parlementaires furent, au gouvernement ou dans l'opposition, les agents directs de la politique coloniale de l'impérialisme français dont la presse se faisait l'écho. Après les événements de Sétif, le quotidien *Le Monde* n'hésitait pas à prendre fait et cause pour la bourgeoisie française et à parler de «notre politique impériale», s'inquiétant «que notre présence en Afrique du Nord ne soit ouvertement bafouée» et stigmatisant les sentiments nationalistes de nombreux Nord-Africains, «antithèse parfaite de cet humanisme à tendance universaliste qui est la tradition de la France». En somme, il s'agissait pour lui de bombardements humanistes.

On regrette cependant que ce petit livre, par ailleurs intéressant, passe pratiquement sous silence la complicité du PCF avec la politique de l'impérialisme française. La direction du PCF de l'époque défendait en effet la politique dite de «l'Union française», c'est-à-dire purement et simplement les choix de la bourgeoisie française qui cherchait à conserver, coûte que coûte, les colonies dans son giron. Le PCF fit même du zèle en dénonçant les militants nationalistes persécutés par la police coloniale après Sétif comme des agents hitlériens. Il est vrai qu'à la même époque, en ces temps de prétendue «libération», les ouvriers qui en France revendiquaient pour leur salaire ou tout simplement de quoi manger étaient accusés de faire le jeu des trusts.

En réalité, c'est cette politique de solidarité du PCF avec la bourgeoisie française qui fit le jeu de trusts. Elle permit à la fois de reconstruire l'ordre de la bourgeoisie au lendemain de la guerre et de maintenir plus longtemps le carcan colonial.

Yves Benot a été trop longtemps un auteur publié par le PCF pour que ce silence soit involontaire. Seule la vérité est révolutionnaire; alors comment qualifier cette attitude qui consiste, cinquante ans après, à continuer de la taire?

A.V.

Massacres coloniaux, d'Yves Benot, éditions La Découverte/Poche, 203 pages, 49 francs.

## Little Sénégal, un film de Rachid Bouchareb



Alloune, le vieux guide de la Maison des esclaves de l'île de Gorée, au large de Dakar, au Sénégal, décide un beau jour de partir aux Etats-Unis à la recherche des descendants d'une partie de sa famille qui fut capturée et vendue comme esclave.

Cette Maison des esclaves, par où passèrent pendant près de deux siècles des millions d'esclaves africains déportés dans le nouveau monde, sert de point de départ à la quête d'Alloune, tandis que le point d'arrivée se situe au cœur même de New York, à Little Sénégal, îlot où vivent les immigrés africains de toutes origines. Accueilli chez son neveu, immigré clandestin qui travaille comme chauffeur de taxi, Alloune poursuit sa quête d'identité. Sa rencontre avec Ida, une Afro-Américaine qui vit chichement d'une modeste échoppe, identifiée comme la descendante d'une lignée d'esclaves partis de son village – et donc sa cousine –, est particulièrement pathétique et poignante.

Rejeté par Ida, Alloune parvient toutefois à surmonter son

appréhension vis-à-vis d'une culture différente qu'elle ne comprend pas (pour elle, l'Afrique est un lieu où on tue des Américains!). Il finit par lui ouvrir les yeux sur le destin tragique de ses ancêtres, tout en se prenant d'amitié pour sa fille, une jeune paumée new-yorkaise.

Le film de Rachid Bouchareb, plein de tendresse pour ces personnages dont il évoque la vie, les inquiétudes quotidiennes et les espoirs – comme la femme du neveu d'Alloune qui apprend à lire en cachette et refuse de continuer à vivre comme au village –, met en lumière les relations difficiles, teintées de racisme parfois, d'incompréhension et de mépris souvent, entre la population afro-américaine et les nouveaux immigrants venus d'Afrique.

Le mérite de ce film n'est pas tant d'évoquer l'esclavage, qui sert de toile de fond à cette belle histoire, que de nous faire partager les relations conflictuelles entre deux communautés noires – si semblables mais si différentes culturellement – dont les personnages sont particulièrement vivants et attachants.

René CYRILLE

## Le fabuleux destin d'Amélie Poulain

Pour être fabuleux, le destin d'Amélie Poulain ne tient pas à des choses extraordinaires. Mais seulement au fait qu'elle est douée d'une sensibilité aiguë et d'un don particulier pour jouer avec la chance. Ce qui aboutit, dans un monde qui ne l'est pas du tout, à un film sympathique, débordant de bons sentiments, d'humour, d'inattendu, de poésie, de rêve,

de gentillesse et de combien de bonnes choses encore!

C'est là un véritable rafraîchissement, qui réconcilierait avec la terre entière s'il n'y avait, quand même, un affreux plus qu'affreux dans le lot des personnages colorés qui se promènent en liberté sur l'écran.

Ce divertissement savoureux constitue une pause dans le quotidien à ne pas manquer.

LES  
BROCHURES  
DU  
CERCLE  
LÉON TROTSKY

Notre dernière brochure:

N° 89: Démocratie, démocratie parlementaire, démocratie communale.  
(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 26 janvier 2001)

Prix: 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

Belgique

# FACE AU VLAAMS BLOK, UN CORDON SANITAIRE TRÈS ÉLASTIQUE

En Belgique, le ministre des Affaires intérieures du gouvernement régional flamand a dû démissionner. Ce ministre est en fait surtout chargé de l'aménagement du territoire, la police restant encore du ressort fédéral. La presse a révélé que Johan Sauwens avait participé deux jours auparavant au congrès de l'amicale des anciens volontaires ayant combattu la Russie communiste sous les ordres des SS, regroupant d'anciens nazis et collaborateurs belges, en présence de sympathisants d'extrême droite venus de toute l'Europe. Le Vlaams Blok, le parti flamand d'extrême droite, s'est empressé de faire diffuser largement une cassette vidéo où le ministre applaudit les discours de ces nostalgiques d'Hitler.

Les autres membres du gouvernement, surtout socialistes et Verts, se sont publiquement indignés. Mais Johan Sauwens n'est pas un nouveau venu. Militant nationaliste flamand, député de la Volksunie et ministre depuis plus de dix ans, aucun des responsables des partis politiques flamands qui siégeaient à ses côtés ne pouvait ignorer ses sympathies pour l'extrême droite, d'autant moins que la Volksunie est un sas entre la droite flamande classique et le Vlaams Blok ultranationaliste, raciste et xénophobe.

Le Vlaams Blok ne commence à freiner les gesticulations ouvertement pronazies d'une partie de ses membres que depuis quelques années, pour attirer à lui, sur les thèmes de la défense de la morale et de la sécurité, les électeurs de la petite bourgeoisie conservatrice. Cela lui a réussi pour les dernières élections législatives et communales, où il a gagné ce nouvel électeur, sans perdre l'ancien.

Il y a quelques semaines, le président du Vlaams Blok a dû démissionner le vice-président,

Roeland Raes, qui, lors d'une émission à la télévision, avait mis en doute « l'aspect systématique » des persécutions des Juifs, ainsi que le nombre de Juifs tués au cours de la guerre mondiale. Mais il conserve sa place de sénateur !

Le problème auquel sont confrontés les trois grands partis traditionnels flamands, Sociaux-Chrétiens, Libéraux et Socialistes, qui se sont partagé le pouvoir ces cinquante dernières années, en perdant beaucoup d'électeurs, c'est que le Vlaams Blok, avec 15,4% des voix, est devenu le second parti de Flandre, devançant même de peu le Parti Socialiste.

Cela donne à la Volksunie (nationalistes constitutionnels) et aussi à Agalev (les Verts flamands), un poids qui dépasse celui de leur électeurat. Car ils sont devenus indispensables pour former certaines majorités. Et la Volksunie utilise cette possibilité à plein.

En mettant en balance leurs voix pour ou contre le dernier accord de refinancement de la Communauté française (en charge surtout de l'enseignement et de la culture de la

Wallonie et de Bruxelles) qui nécessite le vote des deux tiers de la Chambre, 4 des 8 députés de la Volksunie vont peut-être réussir à imposer qu'il y ait toujours au moins un représentant flamand dans l'exécutif des dix-neuf communes composant Bruxelles, et ce presque quel que soit le résultat des élections. Cela va dans le sens de la revendication des nationalistes flamands de la Volksunie, et encore plus du Vlaams Blok, de réintégrer à terme Bruxelles dans la Flandre, comme elle l'était il y a trois siècles.

Alors il est évident que les milieux gouvernementaux, fédéraux comme régionaux, n'ont aucune envie de chatouiller la susceptibilité des représentants de la Volksunie en discutant des idées politiques des membres que ce parti propose pour les places dans les ministères. Mais c'est comme cela que, tout en étant exclu des combinaisons gouvernementales et communales, le Vlaams Blok a une influence directement sur ces pouvoirs.

Cela s'ajoute à la pression permanente que le VB exerce sur les

partis au pouvoir tentant de regagner les électeurs sur le même terrain que lui. La lenteur scandaleuse mise pour la régularisation des sans-papiers qui en avaient fait la deman-

de et les reconduites spectaculaires d'immigrés par avion, entraînant la mort d'au moins une d'entre eux, en est la conséquence.

Quant à la pratique gouvernementale continuellement émaillée de provocations nationalistes et de négociations communautaires opaques, elle ne peut que convaincre les électeurs nationalistes qu'il vaudrait mieux en finir une fois pour toutes avec cette Belgique qui donne l'impression d'être ingouvernable.

En réalité, la grande majorité de la population, dans tout le pays, est lasse de ces jeux et des affrontements stériles de la classe politique. Même les Verts, qui ont fait la démonstration de leur absence de fermeté et de leur capacité à avaler les couleuvres, perdent une partie du petit crédit qu'ils avaient engrangé.

Reste que la veulerie de la classe politique et les mécanismes institutionnels pourraient amener le Vlaams Blok à accéder au pouvoir, ne serait-ce que dans quelques grandes villes, y compris Anvers ; ce qui pourrait lui ouvrir la voie au moins vers le gouvernement flamand, avec tout le danger qu'entraînerait la banalisation des idées réactionnaires que véhicule ce parti.

## Les Etats-Unis, hors de la commission des droits de l'Homme... Mais qu'est-ce que cela change ?

Les diplomates américains feignent la colère : pour la première fois depuis 1947, date de la création de la commission des droits de l'Homme à l'ONU, les Etats-Unis n'y seront pas représentés. En effet, les pays occidentaux ont droit à trois sièges. La France (52 voix sur 54), l'Autriche (41 voix) et la Suède (32 voix) ont été élues. Les Etats-Unis (29 voix) avaient demandé à la Suède de se retirer pour assurer leur élection, mais les Suédois s'y sont refusés.

Les Etats-Unis n'auraient pas la cote en ce moment dans le petit monde de la diplomatie. On leur reproche leur arrogance, leur position sur les mines antipersonnel, leur refus de limiter les émissions de gaz à effet de serre, leur décision de construire un bouclier antimissile, etc. Le chef de la diplomatie américaine, le très diplomate ex-commandant en chef de la guerre du Golfe Colin Powell, serait furieux et le Congrès américain envisage de

« punir » l'ONU en ne payant pas les dettes américaines à cet organisme si les Etats-Unis ne retrouvent pas leur siège dans deux ans.

Qu'est-ce que l'absence des Etats-Unis changera pour les droits de l'homme ? Evidemment pas grand-chose. Pas plus que sa présence d'ailleurs, puisque le travail de cette commission consiste essentiellement à publier des « rapports » et à faire des « recommandations » que les pays concernés ignorent superbement.

Quant à la France, qui a obtenu 96% des voix, son ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, est un pourfendeur de ce qu'il appelle le « droit de l'homme ». Il déclare que les droits de l'homme ne sont pas un modèle qu'on peut « exporter », et affirme préférer le « dialogue ». Une façon hypocrite de dire qu'il veut pouvoir continuer à commercer tranquillement avec les dictatures du monde entier, sans que la question du respect des droits de l'homme dans ces pays vienne entraver les affaires.

Bref, avec ou sans les Etats-Unis dans la commission de l'ONU chargée de s'en occuper, les droits de l'homme sont à conquérir.

Sylvain ROCHE

## Prisons turques : SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES

En Turquie, le décompte macabre se poursuit. Déjà vingt-cinq personnes qui participaient au mouvement de grève de la faim, entamé depuis novembre par plusieurs centaines de prisonniers politiques et leur entourage, sont décédées. Et beaucoup d'autres sont dans un état critique.

Par cette grève, ils entendent protester contre la volonté du gouvernement de transférer les prisonniers politiques vers des cellules d'isolement, dites prisons de type F. A la différence des dortoirs où les militants pouvaient entretenir une certaine solidarité, ces nouvelles cellules dispersent et isolent les prisonniers, les exposant plus facilement aux pressions et aux coups de leurs geôliers.

Quant au gouvernement turc, après avoir tenté de briser ce mouvement par la force



Une manifestation de soutien aux prisonniers politiques turcs à Istanbul (1995).

en faisant intervenir violemment la gendarmerie dans une vingtaine de pénitenciers en décembre dernier, intervention qui fit dix-neuf morts et des dizaines de blessés, il mise désormais sur le pourrissement du mouvement. D'autant que si les prisonniers politiques bénéficient de sympathies au sein de la population, cette dernière est d'abord préoccupée par les ravages que cause dans ses rangs la grave crise économique que traverse le pays.

- Pour exprimer notre soli-

darité avec les prisonniers politiques turcs et kurdes

- Pour réclamer la fin de la mise en place des cellules d'isolement,

Le MRAP ainsi que plusieurs organisations appellent à un rassemblement devant l'ambassade de Turquie à Paris, Jeudi 17 mai à 18 h 30 (16, avenue de Lamballe - Paris 16<sup>e</sup> - métro Passy).

Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation et appelle ses lecteurs à y participer.